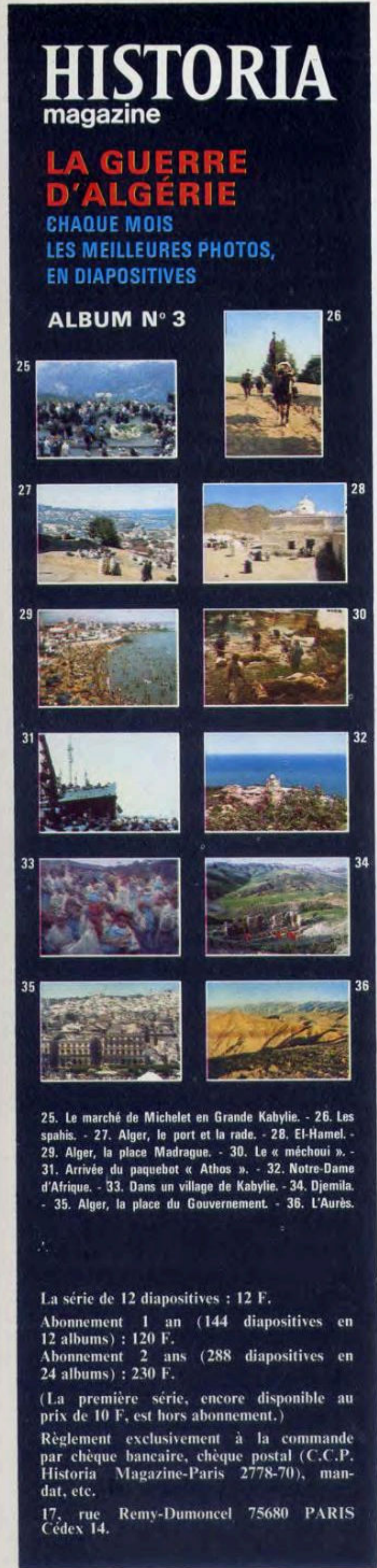
HISTORIA
magazine
60
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 267 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



LE G.P.R.A. ET LA PAIX DES BRAVES



Couverture : Photo René Bail



UNE POLITIQUE NOUVELLE EN ALGÉRIE

Jean FONTUGNE

En ce mois d'octobre 1958, la situation internationale s'est singulièrement aggravée. L'affaire de Chypre demeure, certes, au centre des préoccupations des gouvernements européens mais l'Extrême-Orient est passé de nouveau au premier plan. Les bombardements de Quemoy se poursuivent en effet alors que les coups d'État se succèdent en Birmanie, en Thaïlande, au Pakistan, etc.

C'est donc toujours partiellement libéré des pressions et des ingérences étrangères que le général de Gaulle peut se consacrer aux affaires intérieures de la France et au règlement du problème algérien.

Profitant du succès obtenu lors du référendum sur la Constitution, succès qui, en fait, a plébiscité le président du Conseil, le chef du gouvernement français se rend pour un nouveau voyage en Algérie. Dans le même temps la préparation des élections législatives divisera les états-majors des partis et permettra au général de Gaulle de prendre, sans opposition, ses premiers contacts avec les représentants officieux du G.P.R.A.

Préparée par ses visites en Corse, à Marseille et à Lyon, suivie de l'ordre donné aux militaires de quitter les C.S.P., la conférence de presse du 23 octobre consacrera la rupture définitive entre la plus grande partie des organisateurs du 13 Mai et les autorités métropolitaines. Les propositions de paix faites aux insurgés algériens, solennellement confirmées devant les nombreux représentants de la presse internationale, sèment en effet le désarroi et la division parmi ceux qui avaient provoqué l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir. Depuis six mois, il n'avait jamais été question, dans les déclarations officielles, d'une politique d'intégration; aujourd'hui, l'existence d'une Algérie française n'est même plus envisagée. La défiance s'installe entre les Français d'Afrique du Nord et le gouvernement métropolitain. C'est par leur importante représentation à l'Assemblée nationale qu'ils pourront tenter de modifier les projets du général de Gaulle. Ils consacreront donc tous leurs efforts au cours des semaines suivantes pour assurer l'élection du maximum de parlementaires « Algérie française ».

J. F.

Sommaire n° 60 - Historia magazine n° 267

« Que vienne la paix des braves et je suis sûr que les haines iront en s'effaçant » : le général de Gaulle a parlé. Mais si le ton est noble, les conditions politiques restent floues : « Je crois que les solutions futures auront pour base la personnalité courageuse de l'Algérie. » Salan est perplexe : pourquoi de Gaulle a-t-il jugé bon de rendre publiques ses instructions et sa lettre sur la préparation des élections législatives en Algérie ?

Time-Life



E.C.P.A

POUR SORTIR DE L'IMPASSE

UNE semaine sépare la publication des directives du général de Gaulle au général Salan sur la liberté de candidature, d'opinion, de campagne, qui doit exister à l'occasion des prochaines élections législatives, de la première conférence de presse que le nouveau chef du gouvernement tient depuis son arrivée au pouvoir. Ce court délai est significatif. La façon dont les élections doivent avoir lieu en Algérie n'est conçue qu'en fonction d'une vision générale de l'avenir algérien, et c'est précisément de cet avenir que le général de ▶



En contrepoint de la conférence de presse du général, la guerre qui continue.



René Bail

Pour l'armée en campagne, on assiste à un accroissement constant des crédits militaire

et chaque phrase, chaque mot du général devint acte politique et sujet d'exégèse

Gaulle parlera dans sa conférence de presse.

En cette seconde quinzaine du mois d'octobre 1958, comme on est loin, déjà, du 13 Mai ! C'est le 16 octobre que tout l'édifice des comités de salut public s'est effondré, sous l'effet de l'ordre de s'en retirer donné aux militaires par le général de Gaulle. Du coup, le climat politique a changé en Algérie. Et à Paris, le climat change aussi. C'est au même moment, en effet, que le chef du gouvernement, convoquant Soustelle et usant envers lui de tous les arguments, y compris ceux touchant à sa carrière future, le dissuade de conclure un accord entre l'U.N.R., qui vient de se fonder et se réclame du gaullisme, et les amis de Duchet, Bidault et Morice, partisans passionnés de l'Algérie française. L'intervention du général de Gaulle est aussitôt interprétée, dans les milieux politiques, comme un indice capital prouvant sa volonté de ne pas lier l'avenir du gaullisme à une certaine conception de l'avenir algérien.

Simultanément, bien des rumeurs se propagent. Elles se réclament de deux noms, ceux d'Abderrahmane Farès et de Jean Amrouche. Deux noms, du reste, très significatifs. Le premier est l'ancien président de la dernière Assemblée algérienne. Naguère tenant de l'intégration et pratiquant dans sa propre famille un très sincère désir de francisation, il a, en 1955, pris position contre la politique de Soustelle et suscité contre celui-ci l'opposition de la très grande majorité des musulmans de l'Assemblée algérienne. Depuis, ses contacts avec le F.L.N. sont connus. D'autant que celui-ci ne peut que lui être reconnaissant d'avoir beaucoup gêné la politique intégrationniste de l'ancien gouverneur général de l'Algérie. Peu de jours après son retour au pouvoir, le général de Gaulle l'a reçu et l'a convaincu de sa volonté de faire évoluer l'Algérie dans le sens que les Algériens eux-mêmes souhaiteraient. Il a même été question qu'il devienne ministre. Mais lui-même a refusé de s'engager dans une voie qui l'éloignerait trop de la majorité de ses compatriotes engagés dans la lutte contre l'autorité française.

Pas de drapeau blanc pour les braves

Quant à Jean Amrouche, son cas est plus net encore. Dès avant le retour au pouvoir du général de Gaulle, il a vu ce dernier et lui a longuement parlé de l'Algérie. Cet écrivain d'origine kabyle et d'expression française, passionnément épris de son propre pays et passionnément heureux de sa double culture, a découvert en celui qui fut le libérateur de la France l'homme qui serait, au nom de la France, le libérateur de l'Algérie. Il est donc convaincu que le général de Gaulle, revenu au pouvoir, ne manquera pas, un jour, de s'engager dans la voie du dialogue avec le F.L.N., de la négociation politique, de la recherche d'une solution et, finalement, de l'émancipation de l'Algérie. Le fait est que les deux hommes, Farès et Amrouche, eurent l'occasion de communiquer leurs sentiments aux dirigeants du F.L.N. et tentèrent de les éclairer sur la signification à long terme, même seulement à moyen terme, des propos que le général de Gaulle allait tenir sur l'avenir de l'Algérie.

Mais, précisément, la direction du F.L.N. vient de se constituer en gouvernement provisoire de la République algérienne. De toute évidence, elle a compliqué les choses en marquant ainsi son intention de se situer au niveau des relations internationales et non en vue d'un



Time-Life

changement qui pourrait sortir du seul cadre français dans lequel l'Algérie se trouvait jusque-là. Il ne fait aucun doute pour les responsables du F.L.N. que l'objectif est de ruiner les espoirs que l'on pourrait concevoir dans le monde entier au sujet d'une évolution de l'Algérie que le gouvernement français déciderait au gré de son libéralisme, ou plus précisément au gré de la situation intérieure française. A cet égard, peut-être la démarche n'a-t-elle pas tenu compte des chances considérables qui s'offrent au F.L.N. dès lors que le général de Gaulle



e peut oublier le Sahara, renoncer aux espoirs nés à Hassi-Messaoud.

A Constantine, l'annonce d'un plan de cinq ans pouvait-elle créer un esprit nouveau?

Dans sa retraite de Colombey, de Gaulle a étudié toutes les données du problème algérien. Il a beaucoup médité. Maintenant, il lui faut convaincre les uns et les autres.

fait savoir qu'il accepte par avance toutes les évolutions.

Quoi qu'il en soit, on attendait partout avec un immense intérêt les propos qu'il allait tenir lors de la première conférence de presse qu'il donnait en tant que nouveau chef du gouvernement et au lendemain de l'immense victoire qu'il avait remportée lors du référendum. Au point de vue du style politique et des usages du gouvernement qu'il était en train d'inaugurer, cette conférence de presse allait être une « première » dont le cérémonial serait à peine modifié tant qu'il se situerait dans le cadre de l'Elysée, après l'élection du général à la présidence de la République. Désormais, en effet, la vie politique française tournera en grande partie autour de l'exégèse que l'on fera de chaque phrase, de chaque mot prononcé par le général de Gaulle. Et chacun de ses propos apparaîtra bientôt comme un acte politique, créant des faits nouveaux, marquant de nouvelles étapes, modifiant insensiblement ou brutalement l'atmosphère, se présentant comme une initiative ou suscitant des réactions, accélérant du même coup, ou freinant au contraire, le cours de l'Histoire. Cette conférence de presse du 23 octobre 1958 marque donc une date essentielle dans l'histoire des mœurs de la politique française, dans l'histoire du style de la Ve République en même temps qu'elle est une étape dans la longue et difficile évolution du problème algérien.

On le comprit dès qu'il fut question du F.L.N. Il en parla en termes exception-

première désillusion : le F.L.N. répond "non"

nels dans le vocabulaire très ordinaire des hommes de la IVe République, où les adversaires étaient toujours qualifiés de « rebelles », toujours destinés, selon les termes des communiqués officiels, à être « abattus », mais le fond parut, sur le moment, presque aussi nouveau que la forme. C'est ainsi qu'on l'entendit déclarer :

« Je dis sans ambages que, pour la plupart d'entre eux, les hommes de l'insurrection ont combattu courageusement. Que vienne la paix des braves et je suis sûr que les haines iront en s'effaçant. J'ai parlé de la paix des braves. Qu'est-ce à dire ? Simplement ceci : que ceux qui ont ouvert le feu le cessent et qu'ils retournent sans humiliation à leur famille et à leur travail !

» On me dit : « Mais comment peu- » vent-ils faire pour arranger la fin des » combats ? » Je réponds : Là où ils sont organisés pour la lutte, il ne tient qu'à leurs chefs de prendre contact avec le commandement. La vieille sagesse guerrière utilise depuis très longtemps, quand on veut que se taisent les armes, le drapeau blanc des parlementaires. Et je réponds que dans ce cas les combattants seraient reçus et traités honorablement.

» Quant à l'organisation extérieure dont nous parlions tout à l'heure, qui du dehors s'efforce de diriger la lutte, je répète tout haut ce que j'ai déjà fait savoir. Si des délégués étaient désignés pour venir régler avec les autorités la fin des hostilités, ils n'auraient qu'à s'adresser à l'ambassade de France à Tunis ou à Rabat. L'une ou l'autre assurerait leur transport vers la métropole. Là, une sécurité entière leur serait assurée, et je leur garantis la latitude de repartir.

» Certains disent : « Mais quelles » seraient les conditions politiques dont » le gouvernement accepterait que l'on » débattît ? » Je réponds : La politique de l'Algérie est en Algérie même. Ce n'est pas parce qu'on fait tirer des coups de



René Vautier



Pas de « paix des braves » pour l'A.L.N. en Tunisie.



Les réfugiés des camps n'auront pas voix au chapit

fusil qu'on a le droit d'en disposer. Quand la voie démocratique est ouverte, quand les citoyens ont la possibilité d'exprimer leur volonté, il n'y en a pas d'autre qui soit acceptable. Or cette voie est ouverte en Algérie.

La « fraternelle civilisation »

» Que sera la suite ? C'est une affaire d'évolution. De toute manière, une immense transformation matérielle et morale est commencée en Algérie. La France, parce que c'est son devoir et parce qu'elle est seule à pouvoir le faire, met en œuvre cette transformation. Au fur et à mesure du développement, des solutions politiques se préciseront. Je crois, comme je l'ai déjà dit, que les solutions futures auront pour base — c'est la nature des choses — la personnalité courageuse de l'Algérie et son association étroite avec la métropole française. Je crois aussi que cet ensemble, complété par le Sahara, se liera pour le progrès commun, avec les libres Etats du Maroc et de la Tunisie. A chaque jour suffit sa lourde peine. Mais qui gagnera en définitive ? Vous verrez que ce sera la fraternelle civilisation. »

La solennité des propos, les allusions à des contacts secrets — « Je répète tout haut ce que j'ai déjà fait savoir » —, l'ouverture vers un élargissement de la politique algérienne en une vaste politique nord-africaine et africaine, tout concourait à donner à la déclaration du 23 octobre un retentissement dont la presse mondiale, les partis politiques, les porte-parole officieux, se firent l'écho. A Londres, des journaux écrivirent : « C'est une nette lueur d'espoir. » A Washington, à Rome, on espéra que le F.L.N. accepterait les propositions françaises. Dans l'opinion française, l'accord est unanime. A droite, Roger Duchet, au nom des indépendants, approuve les termes employés par le général de Gaulle. A gauche, Pierre Cot, au nom des progressistes, Verdier pour les socialistes, Mendès-France pour la gauche non communiste, déclarent souhaiter l'arrivée prochaine des délégués du F.L.N. à Paris. Le climat politique change d'autant plus vite que, quelques jours plus tôt, les mêmes hommes avaient approuvé publiquement les directives du général de Gaulle en vue de la préparation des élections législatives en Algérie et ordonnant le retrait de tous les officiers des comités de salut public. Mendès-France avait alors proclamé : « Une voie peut s'ouvrir vers la détente et la paix. » Manifestement, la détente est en cours. Sera-ce bientôt la paix ?

La réponse donnée quarante-huit heures plus tard, au Caire, par le nouveau G.P.R.A. fut négative. Elle était prévisible. Les dirigeants du F.L.N. avaient toujours affirmé que les négociations avec la France devraient porter sur les problèmes politiques de l'avenir de l'Algérie et plus précisément sur l'exercice du « droit à l'indépendance » en même temps que sur les conditions d'un cessez-le-feu. Littéralement, les propos du général de Gaulle n'impliquaient que l'organisation et la conclusion de discussions sur les conditions militaires de la paix en même temps qu'ils laissaient entendre que le choix des Algériens pourrait s'exercer « librement » au travers des prochaines élections. Or le F.L.N. n'avait aucune illusion à cet égard. La situation en Algé-

Garofalo/Paris-Match



◀ Jacques Soustelle était à la conférence de presse du 23 octobre. Il a attendu les mots « Algérie française » mais en vain. Il cherche dans la pensée du général un reflet de l'esprit du 13 Mai et soupçonne que lui et ses amis ont été floués. Aux passions un peu brouillonnes nées sur le Forum, de Gaulle oppose la raison d'État. Un divorce se prépare.



ramassent les vêtements distribués et attendent le retour.



Paris-Normandie

Pour les émigrés en France, c'est toujours l'humiliation des rafles et des fouilles, la suspicion constante.



Time-Life

rie, telle qu'il la connaissait, se caractérisait par l'emprise absolue de l'armée et de la police, par la prééminence générale de la communauté européenne, par l'écrasement physique de tous ceux qui ne se rattachaient pas aux dogmes de l'Algérie française et même par une grande indépendance des autorités civiles et militaires à l'égard de toutes les consignes venues de Paris. Quelles garanties le F.L.N. pouvait-il donc attendre d'un adversaire qui semblait profondément engagé dans la lutte contre le nationalisme algérien ?

Il n'est pas jusqu'au symbole du « drapeau blanc » qui ne fût mal interprété : à la prison de la Santé, Ahmed Ben Bella et Mohamed Boudiaf firent part de leur indignation à leur avocat, Me Pierre Stibbe. Ils voyaient dans le drapeau blanc un symbole de reddition, alors que le général de Gaulle avait pris la précaution de dire que ce serait celui des parlementaires...

Une voie ouverte au nationalisme ?

De surcroît, ce que les dirigeants du F.L.N. savaient des conséquences prévisibles du retour au pouvoir du général de Gaulle les portait sans doute, en l'occurrence, à une certaine intransigeance. Il ne faisait pas de doute qu'une très grande masse de musulmans faisait confiance, au moins dans une certaine mesure, à la générosité du nouveau chef du gouvernement français ; très naturellement, les responsables de l'insurrection ne voulaient pas risquer, par quelque concession que ce fût, une désagrégation de la résistance algérienne. Simultanément, ce qu'on leur disait des vues du général de Gaulle quant à l'inévitable émancipation devait plutôt les inciter à l'expectative : si l'homme qui allait gouverner la France pendant plusieurs années devait être celui de la décolonisation, il ne manquerait pas d'aller un jour beaucoup plus loin à la rencontre des objectifs du F.L.N. lui-même. Il ne semble donc pas qu'il y ait eu désaccord sur le fond de la réponse à donner à Paris. Tout au plus la forme donna-t-elle matière à discussion : proposer, comme on le fit, une rencontre en territoire neutre n'était guère raisonnable compte tenu des situations respectives du gouvernement français et du G.P.R.A., et c'est par la suite une exigence à laquelle le F.L.N. dut renoncer.

En revanche, les attendus du refus algérien étaient passablement nuancés : « Nous n'avons pas rejeté le principe des négociations mais seulement les conditions posées, déclara Saad Dahlab, qui

le F.L.N. n'a pas saisi la perche tendue, le dialogue n'est pas

devait être le principal négociateur d'Evian et le dernier ministre des Affaires étrangères du G.P.R.A. Le problème du cessez-le-feu en Algérie n'est pas seulement un problème militaire. Il est essentiellement un problème politique et la négociation doit porter sur l'ensemble du problème de l'Algérie. »

Dès lors, et pour plus de dix mois, la politique algérienne allait se trouver dans une sorte d'impasse. Quelques semaines plus tard, en novembre, les élections générales consacreraient en Algérie la victoire totale des partisans de l'intégration sans qu'aucune candidature libérale ou simplement favorable à l'autonomie eût pu être déposée. La voie était-elle donc ouverte vers la consécration de l'Algérie française ? Nullement. Quelques jours encore, et ce serait le remplacement du général Salan par Paul Delouvrier, puis sa mise à l'écart brutale. Le départ du préfet igame d'Alger, Serge Barret, du secrétaire général adjoint Regard, du général Vanuxem et de plusieurs colonels dont le nom s'identifiait au souvenir du 13 Mai : autant de décisions qui suivirent la dislocation des comités de salut public et qui s'inscrivaient dans la ligne d'une liquidation progressive de l'héritage du 13 Mai. Autant d'indices qui se rattachaient aux démarches, initiatives et déclarations de septembre et d'octobre. Mais le F.L.N. n'y avait pas répondu. Les élections étaient passées. Rien n'annonçait l'éclosion de cette « élite politique » dont de Gaulle avait souhaité la naissance. C'était bien l'impasse.

Une marque de méfiance décevante

On peut se demander, aujourd'hui, si tout devait bien se passer ainsi. On peut croire, à la vérité, que cinq mois à peine après le triomphe, sur le Forum d'Alger, des partisans de l'intégration, les temps n'étaient pas mûrs pour un dialogue efficace entre la France et le F.L.N. Sur ce point, le jugement du principal collaborateur du général de Gaulle pour les affaires algériennes, Bernard Tricot, est certainement lucide. Il écrit, en effet :

« Est-ce une chance de paix qui fut alors perdue ? Non, sans doute, pour ce qui était de l'immédiat : les positions étaient trop éloignées pour permettre un accord. Se disant gouvernement, le G.P.R.A. situait les discussions au plan international, alors que l'Algérie, même si de Gaulle ne proclamait pas qu'elle était et resterait toujours française, faisait partie de la France. Et si de Gaulle avait, dès le début, fondé sa politique à long terme sur la volonté des Algériens, il n'avait pas encore lancé l'idée d'un scrutin d'autodétermination ; c'est avec



Archives Gendarmerie Nationale

les élus que le régime futur devait être élaboré. Comment, dans l'Algérie de 1958, le Front, organisateur du terrorisme urbain et rural, aurait-il pu, sans une reconversion à laquelle il n'était nullement décidé, présenter à visage découvert des candidats aux élections ?

» S'ils s'étaient alors engagés, les pourparlers, selon toute vraisemblance, auraient échoué. Il était pourtant très regrettable qu'ils n'eussent pas eu lieu. Le contact n'aurait pas rapproché tout de suite les manières de penser et de sentir, mais il aurait nourri la réflexion des uns et des autres et aurait obligé chacun à tenir compte plus largement, dans ses calculs, des facteurs opposés. Le refus qui venait du Caire allait contribuer à isoler chacune des parties dans la construction qu'elle se bâtissait et où elle serait tentée de demeurer. Nous serions d'ailleurs moins exposés à cette tentation que les gens d'en face, du fait qu'ayant le pays en charge, nous étions dans une position encore plus inconfortable qu'eux et parce qu'il n'était pas dans le génie politique de De Gaulle de laisser pourrir la situation par manque d'initiative. »

Il n'en demeure pas moins que de Gaulle fut vivement frappé par le refus à ses offres de « paix des braves ». Sans

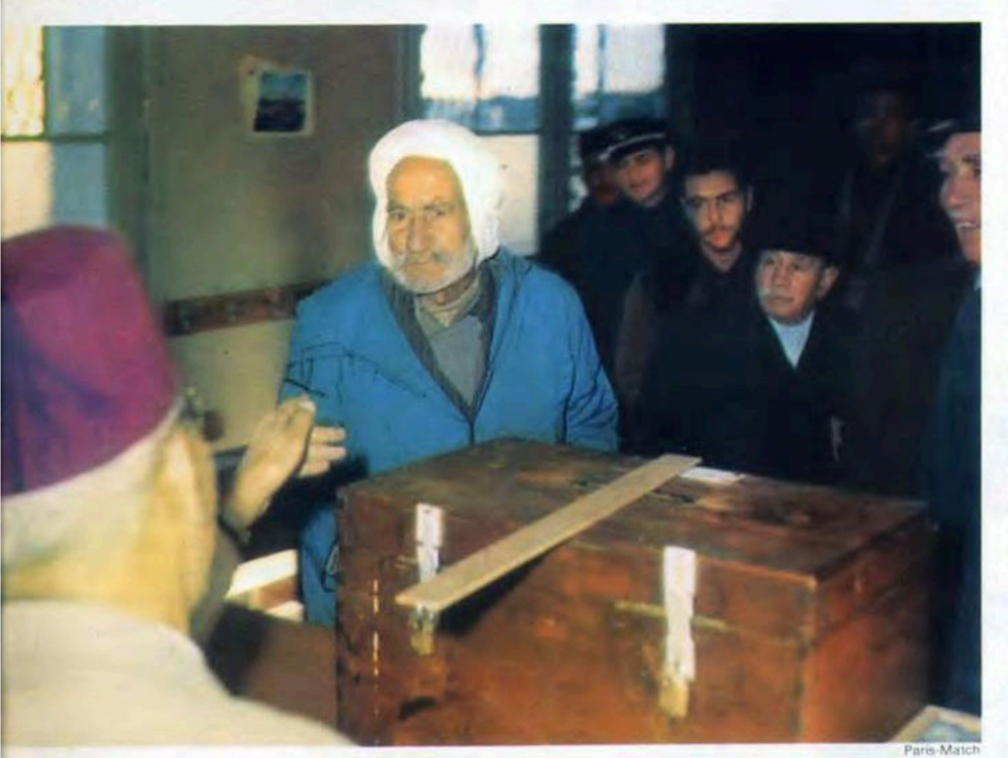
demain

« paix des braves » selon affiches placardées en érie. Le grand général re les bras au petit elle repentant. Une rprétation qui ne fera renforcer la méfiance F.L.N. ; sans doute aussi erreur psychologique.

Le général de Gaulle dans ▶ un décor d'arabesques tel que la nouvelle imagerie le propose aux Algériens l'occasion du référendum. Il y aura 3 590 000 *oui* et moins de 122 000 *non* malgré les consignes d'abstention du F.L.N.

28 septembre 1958, ns un bureau de vote. Le ccès de la participation ectorale est-il vraiment e « renaissance de la vie blique » ou la soumission un rite qui permet à peu frais d'être en règle ec l'administration ?

Coll. particulière



Paris-Match

doute, il n'avait pas été question dans son esprit d'une négociation politique tête à tête entre la France et le F.L.N., mais en rétablissant le libre exercice des droits électoraux, en élargissant les suffrages jusqu'à l'ensemble des Algériens et des Algériennes, en supprimant, en principe, la suprématie politique de la communauté européenne, il avait ouvert des voies nouvelles au nationalisme algérien. Dès lors, pourquoi les partisans de l'indépendance refusaient-ils ce « cadre français » qui leur ouvrait toutes les perspectives ?

Il est vrai que leurs revendications ne pourraient être entièrement et aussitôt satisfaites. Il y faudrait certaines étapes et des liens particuliers devraient unir l'Algérie à la France. Mais en reconnaissant solennellement la personnalité algérienne, de Gaulle avait affirmé l'originalité du pays et prévu que son destin appartiendrait à ses habitants. En réclamant publiquement la libre expression des idées sur le futur statut de l'Algérie, il avait même admis que les Algériens pourraient immédiatement exprimer leur préférence sur l'indépendance. Au fond, il avait espéré qu'ils lui feraient largement crédit comme avaient fait les Français et les Africains. Le refus du F.L.N. lui apparut comme une marque de méfiance à cet égard mais aussi comme une preuve du manque de clairvoyance de ses dirigeants. L'offre de « paix des braves » ne pouvait, certes, raisonnablement déboucher sur une solution politique acceptable par les deux camps, mais les conséquences psychologiques du refus que le F.L.N. lui opposa et surtout la forme qu'il employa devaient longtemps peser très lourdement sur l'inévitable recherche d'un nouveau dialogue. **H**

Paul-Marie de LA GORCE

LA NAISSANCE DU G.P.R.A.

Kahia

◄ Ferhat Abbas : son expérience politique et surtout son audience à l'étranger le désignaient sans conteste comme premier président du gouvernement provisoire de la République algérienne.

Au printemps de 1958, le Comité de coordination et d'exécution (C.C.E.), instance suprême du F.L.N., fonctionne comme un mini-cabinet de guerre dont les membres dirigent des services spécialisés : information (Abbas), armement et ravitaillement (Ouamrane), intérieur (Ben Tobbal), affaires sociales et culturelles (Mehri), finances (Mahmoud Chérif), liaisons et communications (Boussouf), affaires étrangères (Lamine Debaghine), forces armées (Belkacem Krim). Pourquoi cette équipe ne constituerait-elle pas le noyau d'un véritable gouvernement appelé d'abord à coopérer, sur un pied d'égalité, avec les gouvernements de Tunis et de Rabat ?

La question est débattue à la « rencontre intermaghrébine » qui réunit à Tanger, du 27 au 30 avril 1958, les trois organisations politiques dominantes dans chacun des trois pays du Maghreb : le Néo-Destour tunisien, l'Istiqlal marocain et le F.L.N. algérien (représenté par Ferhat Abbas, Ahmed Francis, Mehri et Boussouf). La « résolution sur la guerre d'indépendance de l'Algérie » votée à l'issue de cette conférence recommande « la constitution, après la consultation des gouvernements tunisien et marocain, d'un gouvernement algérien ».

« Quand une telle initiative pourrait-elle être prise ? » demande un journaliste. Boussouf emprunte à Françoise Sagan les termes d'une réponse évasive : « Dans un mois, dans un an... »

Si le puissant chef des services de renseignements du F.L.N., qui est, avec Krim Belkacem et Ben Tobbal, un des principaux personnages du C.C.E., ne semble pas pressé, c'est qu'il craint que le pouvoir du triumvirat dirigeant ne soit quelque peu dilué au sein d'un organisme plus vaste. Les membres « civils » du C.C.E. font valoir, au contraire, qu'un gouvernement provisoire formé sur le modèle du « Gouvernement provisoire de la République française » créé, en 1944, à Alger, restaurerait spectaculairement la souveraineté algérienne, donnerait au F.L.N. des assises juridiques internationales et augmenterait, à l'étranger, le crédit de l'Algérie combattante. Au cours d'un débat interne de la délégation algérienne, Mehri, par exemple, déclare : « Je sais bien que si nous constituons un gouvernement, nous n'aurons plus, dans les différentes capitales, la même liberté de mouvement qu'aujourd'hui et que Ferhat Abbas — pour ne citer que lui — n'aura plus les facilités dont il dispose, à l'heure actuelle, à Montreux, mais je sais aussi que nous apparaîtrons comme des interlocuteurs plus valables. Par exemple, le Croissant-Rouge algérien, auquel je n'arrive pas à faire donner un statut vraiment représentatif, deviendrait un organisme habilité à signer des conventions internationales, et un pas serait fait vers la reconnaissance de notre indépendance par la communauté des nations. »

Cette controverse devient de plus en plus aiguë au fur et à mesure que l' « affaire Abane » provoque des remous de plus en plus vifs au sein du C.C.E. De nombreux leaders du F.L.N. posent en effet des questions de plus en plus précises sur la disparition de l'organisateur du « congrès de la Soummam », que personne n'a pu voir — et pour cause — depuis décembre 1957.

Les interpellations les plus véhémentes sont celles de la direction de la Fédération de France, de militants du Maroc (qui reprochent, d'autre part, à Boussouf d'envoyer arbitrairement ceux qu'il considère comme trop contestataires au « camp disciplinaire F.L.N. » de Khemisset) et de certains responsables des maquis — par exemple, l'équipe d'anciens étudiants regroupée, dans la zone 3 de la wilaya 4, autour du commandant Si Taïeb (Omar Oussedik).

Ce n'est qu'après de tumultueuses explications que les « civils » du C.C.E. et Omar Ouamrane, qui ruent de plus en plus dans les brancards, acceptent de cautionner la « version officielle » (et mensongère) de la mort d'Abane qui est exposée dans l'éditorial du 27 mai d'*El-Moudjahid*. (Alors qu'Abane a été con-



Riboud/Magnum

◄ Ben Bella, toujours emprisonné à la Santé, doit à sa qualité de « chef historique » d'être désigné comme vice-président du G.P.R.A. Une promotion lourde de conséquences pour l'avenir algérien.

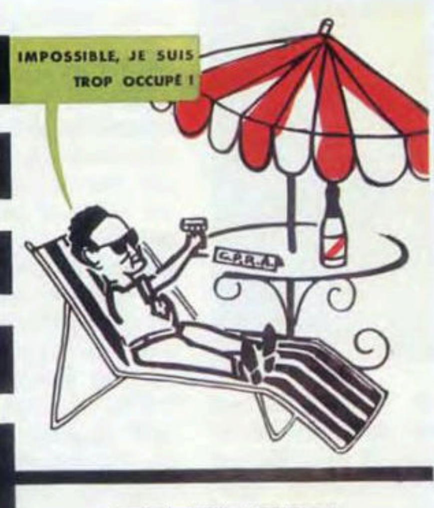


Kahia

◄ Krim Belkacem, autre vice-président, est ministre de la Guerre. Ulcéré et amer de n'avoir pas été choisi pour la présidence. Mais résolu à renforcer son contrôle sur l'A.L.N. pour préparer l'avenir...

Coll. Y. Courrière





◄ Riposte française à la création du G.P.R.A. : des affichettes qui traduisent sans aucun doute les sentiments des vrais combattants de l'A.L.N. à l'endroit des « planqués » en Tunisie. L'histoire classique des relations entre le front et l'arrière, entre les maquisards et ceux qui parlent en leur nom, loin du danger. Mais l'amertume réelle des *djounoud* ne suffira pas à leur faire accepter la « paix des braves » proposée.



◀ Le G.P.R.A. devant la presse au Majestic Hôtel à Tunis. Assis, de gauche à droite : Debaghine, Chérif, Krim Belkacem, Ferhat Abbas, Ahmed Francis, Ben Tobbal, Mehri. Debout au centre : M'Hamed Yazid.

Kahia

damné par les « colonels » et assassiné au Maroc en décembre 1957, on raconte qu'il s'est rendu en mission en Algérie, qu'il a été blessé dans un engagement en avril et qu'il vient de mourir des suites d'une hémorragie...) « Quoi que vous disiez, quoi que vous fassiez, déclare Abbas à Krim Belkacem, il y aura toujours cette ombre sanglante au milieu de nous. Le C.C.E. vit en état de crise permanente, et cette crise ne pourra être surmontée que par un élargissement de la direction de la révolution, c'est-à-dire par la formation d'un vrai gouvernement. »

« Ce sera Paris ou rien du tout »

L'arrivée au pouvoir de De Gaulle, le 4 juin, pose pour sa part, aux dirigeants du F.L.N. des problèmes nouveaux. La résistance algérienne ne pourra-t-elle pas négocier avec le grand personnage mieux qu'elle ne l'a fait avec Guy Mollet, Bourgès-Maunoury ou Félix Gaillard? Un Algérien répond affirmativement à cette question : Abderrahmane Farès, l'ancien président de l'Assemblée algérienne, qui a joué, depuis des mois, la carte du général, a maintenant ses entrées auprès du chef du gouvernement et qui se déclare, en même temps, de plus en plus proche du F.L.N. (son fils Chérif n'est-il pas membre de la Fédération de France et même de l' « Organisation spéciale » de la « Fédé » ?).

Le C.C.E. accueille avec prudence — mais avec intérêt — la première « mission de sondage » que Farès effectue auprès de lui, dès le début de l'été, sur l'invitation de De Gaulle et sous le contrôle de Georges Pompidou, membre du cabinet personnel du général, et du ministre des Anciens Combattants, Edmond Michelet. Accompagné d'abord de Robert Rahmania — le frère du lieutenant inculpé deux ans plus tôt dans l'affaire des officiers algériens solidaires du F.L.N. — puis de l'écrivain Jean Amrouche, Farès rencontre par trois fois — deux fois en Suisse, une fois en Tunisie — deux membres du C.C.E. (Ferhat Abbas et Krim Belkacem) et il remet finalement un rapport qui permet à Michelet de présenter à de Gaulle, le 2 septembre 1958, les « premières conclusions à tirer des contacts officieux pris avec l'adversaire ».

Ce même jour, au Caire, le C.C.E. fait, lui aussi, le point. Une première base d'accord s'est dégagée puisque les deux parties — le gouvernement français et la direction du F.L.N. — acceptent l'idée d'une « reprise de pourparlers secrets, mais officiels, au point où Pflimlin les a laissés avant son départ » et celle d'une « rencontre préalable » — publique ou secrète — entre de Gaulle et Ferhat Abbas. Tout bute cependant sur un point où la divergence est totale : pour les Algériens, l'éventuelle rencontre de Gaulle-Abbas devrait se dérouler hors de Paris, alors que, pour le chef du gouvernement français, « elle aura lieu à Paris ou elle n'aura pas lieu du tout ».

Barrage contre Krim Belkacem

Comment contourner cet obstacle ? « Il y a une première chose à faire, dit Krim. Nous devons mettre en avant, nous Algériens, une autorité d'une stature égale à celle de De Gaulle et, pour cela, provoquer un choc psychologique. J'ai, pour ma part, longtemps hésité, mais je pense que le moment est maintenant venu : il faut créer un gouvernement algérien. »

Le moment, en vérité, est d'autant plus opportun qu'à l'intérieur de l'Algérie certains chefs de maquis commencent à coordonner sérieusement leur action (quatre d'entre eux, le chef de la wilaya 1, Si Lakhdar, celui de la wilaya 3, Amirouche, celui de la wilaya 4, Si M'hamed, et celui de la wilaya 6, Si Haouès, se retrouvent, le 6 septembre, dans le djebel Tsameur, pour une réunion qui durera six jours) et que le triumvirat Krim Belkacem-Boussouf-Ben Tobbal réalise parfaitement qu'il n'imposera son autorité à ces puissants leaders locaux que s'il contrôle désormais un gouvernement possédant, aux yeux de l'opinion comme auprès des chancelleries, un « standing international ».

En dépit des conflits qui opposent parfois tel ou tel d'entre eux à l'un ou aux deux autres, Krim Belkacem, Boussouf et Ben Tobbal se tiennent et se soutiennent, surtout lorsqu'ils sont amenés à penser que leur groupe dirigeant pourrait être mis en péril. Au début de septembre, au Caire, ils font front commun, et d'abord contre Ouamrane, qui ▶

une déception pour les frères égyptiens

Le Caire : le Musée égyptien. Le C.C.E. du F.L.N. disparaît, le gouvernement provisoire algérien va quitter la capitale égyptienne pour Tunis. Et Ferhat Abbas expose les raisons politiques et militaires du transfert au susceptible Nasser.



Picoud/Afrique Photo

critique tout et tout le monde avec une telle violence et une telle inconscience qu'il a perdu tous les appuis dont il aurait pu disposer.

L'élimination du trop bouillant colonel est décidée. Envoyé « en mission diplomatique », il sera le seul membre du C.C.E. à ne pas faire partie du futur gouvernement. Ses attributions de responsable des questions d'armement seront confiées à Chérif Mahmoud, qui, du coup, laissera le poste de grand argentier aux mains d'un vieux routier, Ahmed Francis, déjà connu comme « technicien » à l'époque où, bien avant l'insurrection, il siégeait à la commission des finances de l'Assemblée algérienne.

Ces mutations ne peuvent se faire que dans le cadre d'une équipe gouvernementale élargissant et remplaçant à la fois le C.C.E. Le principe de la constitution de cette équipe est définitivement adopté par le C.C.E., au Caire, le 9 septembre, comme en fait foi le procès-verbal signé par le président de séance, Ferhat Abbas, et le secrétaire de séance, Abdelhamid Mehri. Le C.C.E. décide également — à l'unanimité — d' « arrêter la structure du gouvernement » (une présidence du Conseil, deux vice-présidences du Conseil, quatorze ministères et trois secrétariats d'Etat) et d' « entreprendre immédiatement des sondages auprès des gouvernements amis en vue d'obtenir la reconnaissance du gouvernement algérien ».

Si les fonctions sont ainsi assez aisément définies, les membres du C.C.E. discutent plusieurs jours avant de se mettre d'accord sur les noms des responsables appelés à occuper les postes qui viennent d'être ainsi créés.

Krim, tout d'abord, se heurte au veto de la plupart de ses compagnons lorsqu'il se propose comme président du futur gouvernement. Boussouf et Ben Tobbal, en particulier, refusent d'admettre une promotion qui, pour formelle qu'elle fût, romprait l'équilibre interne au sein du « groupe des trois ». Ils préfèrent favoriser la désignation, comme premier ministre, de Ferhat Abbas, un personnage qui est, en fait, moins influent qu'eux et qui présente, de plus, l'avantage d'être un homme politique expérimenté bien connu à l'étranger.

Dès lors qu'ils conservent, pour leur part, les fiefs qu'ils se sont taillés — les télécommunications et le renseignement pour Boussouf et, pour Ben Tobbal, l' « intérieur », c'est-à-dire le contrôle de l'organisation politique du F.L.N., des fédérations F.L.N. de France, du Maroc et de Tunisie et celui des colonies algériennes à l'étranger —, les « deuxième et troisième hommes » du « triumvirat » acceptent que Krim Belkacem, seul « chef historique » du 1er novembre 1954 physiquement présent au sein de la direction du F.L.N. quatre ans après le déclenchement de l'insurrection, soit nommé « vice-président du Conseil, ministre de la Guerre ».

Cinq prisonniers deviennent ministres

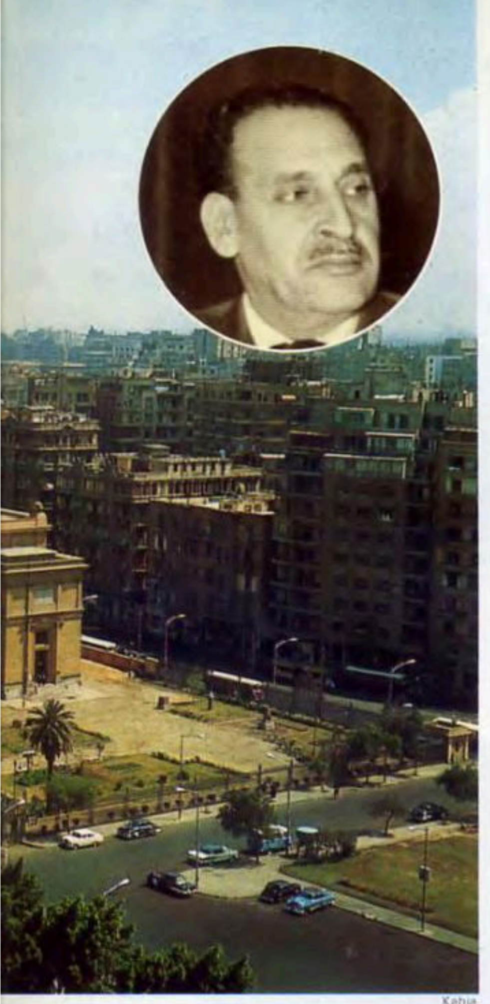
Le leader kabyle se rend assez vite aux raisons de Boussouf et de Ben Tobbal, et d'autant plus facilement qu'il voit se dessiner la perspective de mieux contrôler l'A.L.N. grâce à une nouvelle concentration des pouvoirs militaires entre ses mains, au sein de son ministère des Forces armées. Un état-major unique supplantant les anciens « comités d'organisation militaires » de l'Est et de l'Ouest, cela vaut bien, après tout, une présidence plus honorifique que réelle.

Les fonctions de « ministres d'Etat » attribuées aux cinq « chefs historiques » du F.L.N. — Ben Bella, Boudiaf, Khider, Aït Ahmed et Rabah Bitat — emprisonnés en France sont, elles, totalement

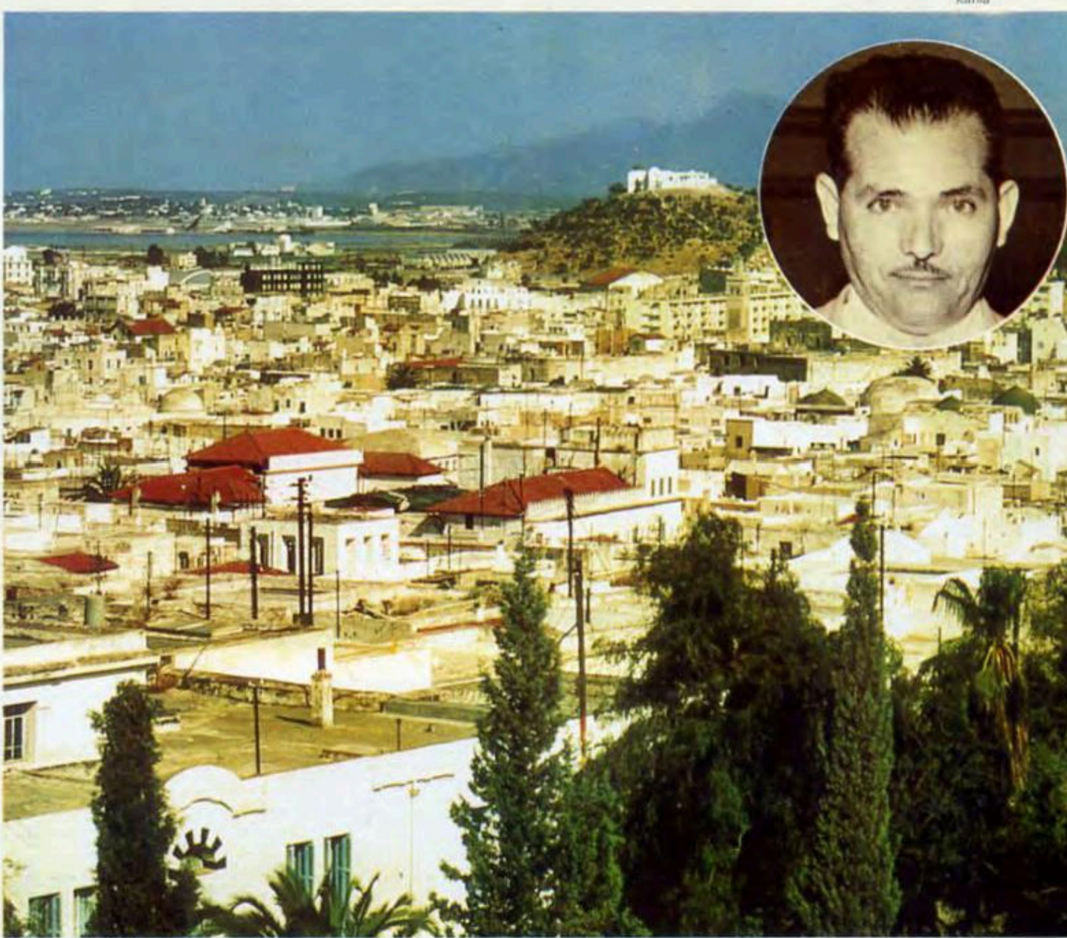
Rabat. L'ambassade d'Irak, siège du F.L.N. : pour annoncer la fondation du G.P.R.A. le héraut sera Boussouf. Il reçoit les félicitations de l'Istiqlal et, dans les jours qui suivent, prend la parole dans les meetings organisés à travers le Maroc.

honorifiques, mais des problèmes se posent tout de même lorsqu'une majorité de membres du C.C.E. propose que Ben Bella occupe, tout comme Krim Belkacem, le poste de vice-président du Conseil.

Le docteur Lamine Debaghine, qui va troquer son titre de « chef de la délégation extérieure du F.L.N. » contre celui de « ministre des Affaires étrangères », fait en effet remarquer que Mohamed Boudiaf a joué un rôle aussi important que celui de Ben Bella dans la préparation de l'insurrection de novembre 1954 et qu'il pourrait fort bien figurer lui aussi dans le gouvernement comme vice-président du Conseil. Personne ne conteste ce « droit moral » de Boudiaf, mais si, finalement, Ben Bella — et Ben Bella seul — est désigné comme vice-président du Conseil aux côtés de Krim, c'est que chacun sait qu'il est l'interlocuteur privilégié des autorités égyptiennes. On estime, dans ces conditions, que la marque de déférence qui lui sera donnée adoucira l'irritation prévisible des dirigeants de la R.A.U., qui seront doublement mécontents d'apprendre que les Algériens constituent un ministère sans demander leur feu vert, et qu'ils sont



Kahia



Kahia

G. Manderi/C.E.D.R.I.

▲ Tunis. Au fond, à droite, le fort du Djellaz. Le G.P.R.A. se rapproche du champ de bataille, en se ménageant la possibilité de contacts officieux. Le 19 septembre, Chérif est venu l'expliquer à Bourguiba ravi de jouer un rôle mais un peu inquiet.

J.-C. Peret

Kahia

en outre, résolus à faire résider ce gouvernement à Tunis, alors que le C.C.E. siégeait au Caire.

La décision de transférer d'une capitale à l'autre la direction du F.L.N. répond à deux préoccupations : le C.C.E. considère, d'une part, qu'il est préférable d'installer les centres du commandement le plus près possible du champ de bataille et il estime aussi que Tunis se prête mieux que Le Caire à des contacts officieux avec les émissaires français. Le C.C.E. se montre enfin sensible au fait que de Gaulle ait dit, dans son allocution du 4 septembre, que « pour ramener la paix, il fallait régler la question du statut de l'Algérie et de sa place dans notre ensemble ». Cette relance, allusive dans le discours public, mais clairement explicitée dans les propos tenus, en privé, à Farès, oblige ceux qui ont la ferme intention de négocier avec le général à accorder une importance particulière aux alliés tunisien et marocain et, par là même, à privilégier Tunis comme capitale.

Deux apothicaires pour les ordonnances du général

Ahmed Boumendjel et Ahmed Francis sont désignés comme représentants du F.L.N. au sein du « secrétariat permanent du Maghreb uni » créé par la conférence de Tanger, et Mehri est nommé « ministre des Affaires nord-africaines » du futur gouvernement algérien.

Cette « Opération Maghreb » dégage le poste de « responsable des affaires sociales et culturelles », qu'occupait précédemment Mehri et qui sera scindé en deux : les « affaires de culture et d'éducation » iront au leader de l'Association des ulémas, Toufik El-Madani (proche de Ferhat Abbas), et les « affaires so- ▶

LE G.P.R.A.



Le Caire : la citadelle. Comme prévu, la République arabe unie est parmi les premiers pays qui décident la reconnaissance diplomatique du G.P.R.A. C'est une occasion pour un nouveau discours de Nasser, qui tient à s'affirmer comme le leader du monde arabe. Et la radio égyptienne donne à l'événement une importance considérable. Pourtant, les relations entre les dirigeants du F.L.N. et leurs frères égyptiens ne sont pas sans nuages et ne vont pas sans quelques grincements.

Picoud/Afrique Photo — Garofalo/Paris-Match



Karachi, capitale du Pakistan, où les vestiges de l'époque coloniale britannique semblent immuables. Le gouvernement du général Iskander Mirza a fait transmettre sa reconnaissance du G.P.R.A. six minutes avant celle du colonel Nasser. Témoignage de la solidarité islamique beaucoup plus que soutien politique. Le Pakistan est déjà submergé par ses problèmes : un conflit interminable avec l'Inde, des révoltes locales, une économie désastreuse. Il ne peut offrir au G.P.R.A. qu'une voix aux Nations unies et de bonnes paroles.

Keystone — Picoud/Afrique Photo

après une longue gestation l'"événement historique" est accueilli sans surprise

ciales » (questions syndicales, estudiantines, aide aux réfugiés, protection de l'enfance, santé publique, soins aux *djounoud* blessés) au représentant d'un autre courant du « nationalisme modéré », Ben Youssef Ben Khedda, ancien leader de la fraction « centraliste » du M.T.L.D.

La rentrée de Ben Khedda, éliminé du deuxième C.C.E., en août 1957, au moment du déclin d'Abane, exprime, d'autre part, la volonté unanime du C.C.E. de tirer un trait sur l' « affaire Abane ». L'attribution de fonctions importantes à l'ex-lieutenant du leader assassiné devrait en effet montrer aux militants que les anciens affrontements sont dépassés. « Et puis, ajoute avec son humour habituel l'autre ex-lieutenant d'Abane, Saad Dahlab, Ben Khedda est pharmacien, tout comme Abbas, et ce ne sera pas trop, pour nous, de deux apothicaires pour déchiffrer les ordonnances compliquées et mystérieuses de De Gaulle en matière algérienne. »

C'est un dosage savant qui est finalement mis en œuvre dans la constitution du premier gouvernement algérien : M'hamed Yazid, qui a suivi le même itinéraire politique que Ben Khedda, devient ministre de l'Information, si bien que les anciens « centralistes » comme lui et les anciens « U.D.M.A. » (Abbas, Francis, El-Madani) s'équilibrent à peu près. Ce dosage, cependant, ne serait pas complet si le C.C.E. ne tenait pas compte de la nécessité de donner une représentation aux combattants des wilayas. Il désigne donc, comme secrétaires d'Etat, trois responsables de maquis : un pour l'Est, le jeune étudiant en médecine Lamine Khene, ex-responsable médical et commissaire politique dans la wilaya 2, un pour l'Ouest, le vétéran du M.T.L.D. Mostefa Stambouli, et un pour le Centre : Omar Oussedik, ancien responsable de la direction clandestine du P.P.A. au cours de la seconde

Bagdad. La ville des califes est devenue celle des généraux de coups d'État. Le roi Fayçal et son premier ministre Nouri Saïd ont été assassinés le 14 juillet 1958 et la République a été proclamée. Très lié à la République arabe unie, le nouveau régime, que préside encore pour quelques mois le général Kassem, reconnaît, parmi les premiers, le G.P.R.A. Mais le soutien financier demeure encore assez modeste et le restera tout au long d'une période d'instabilité politique. ▶



Tandel/Afrique Photo

Keystone



Keystone

Tondeur/Afrique Photo

◀ Tripoli, le jardin de la Gazelle et le port. L'ancienne colonie italienne de Libye sur laquelle règne le roi Idriss vit selon les lois d'un islam médiéval. Mais, le roi a reconnu le gouvernement républicain algérien. Certes, il aurait préféré sans nul doute que le F.L.N. eût choisi un dey ou un émir dans la tradition, mais il se soumet à la volonté d'Allah. Comme il accepte que les armes transitent par son royaume pour aller équiper l'A.L.N. des révolutionnaires ! La *djihad* revêt des formes nouvelles qu'il est difficile d'admettre...

guerre mondiale, ancien ouvrier d'usine en France, devenu, après l'insurrection de 1954, l'un des leaders politico-militaires de la wilaya 4, le fameux « commandant Si Taïeb ».

En arabe et en français

L'acte de naissance du gouvernement algérien est présenté spectaculairement à une centaine de journalistes et photographes, le 19 septembre, au Caire, au 5e étage de l'immeuble qu'occupe le F.L.N., et sur lequel a été hissé le drapeau vert et blanc frappé du croissant et de l'étoile.

Ferhat Abbas, entouré de six de ses ministres, lit — en français — une proclamation qui est diffusée, au même moment, par radio, à la population algérienne, et qui déclare notamment :

« Le Comité de coordination et d'exécution, par délégation des pouvoirs du Conseil national de la révolution algérienne (résolution du 27 août 1957), a décidé de former un gouvernement provisoire de la République algérienne (G.P.R.A.). Le G.P.R.A. assume le pouvoir exécutif de l'Etat algérien jusqu'à la libération du territoire national et l'avènement d'institutions définitives. Il est responsable devant le C.N.R.A. de la conduite de la guerre et il gère entre autres les intérêts de la nation. Il entre en fonctions à partir d'aujourd'hui, 19 septembre 1958, 1 416e jour de la révolution, à 13 heures, heure algérienne. »

A la même heure, Krim Belkacem et Chérif Mahmoud, qui ont quitté Le Caire la veille pour aller informer Bourguiba, à Tunis, de cet « événement historique », lisent — le premier en arabe, le second en français — la même proclamation, dans un des bureaux des services d'information du F.L.N. L'assistance, qui comprend, à côté des journalistes, de nombreux responsables militaires et civils du F.L.N. applaudit chaque nom de la liste ministérielle qui lui est communiquée.

Même cérémonie, au même moment, à Rabat, devant cinquante journalistes, dans la salle de conférences du siège du F.L.N. — installé dans l'immeuble de l'ambassade d'Irak. Les orateurs sont, cette fois, le ministre Boussouf, qui lit le texte en français, et, pour la lecture

(Suite page 1764)



La côte à l'est de Cherchell. Dans ces parages, il y a trente ans, un mystérieux sous-marin américain débarquait clandestinement les chefs militaires responsables de l'opération « Torche ».





Pas de surprise : Be

■ *Certains prétendront voir dans l'arrestation de Ben Bella et de ses compagnons une fausse manœuvre de l'armée française (1). On aurait inconsidérément évincé le leader de la rébellion au moment même où il s'apprêtait à convaincre les chefs de l'intérieur – les durs – de la nécessité de composer avec la France.*

Or Khider déclarera au commissaire qui l'interrogera à Alger qu' « aucune négociation ne pouvait aboutir sans l'accord d'Abane Ramdane », la tête pensante de la rébellion, alors en Algérie.

Le déroulement de l'affaire algérienne démontrera la discorde permanente entre l'intérieur et l'extérieur; les dirigeants en exil à l'étranger tiraient leur prestige de leur seule intransigeance et non pas des dangers qu'ils ne partageaient plus.

On a aussi feint de voir dans l'arraisonnement de l'avion F.O.A.B.V. un acte de piraterie : l'appareil était français! Initialement, les chefs rebelles devaient prendre place à bord de l'avion du sultan du Maroc.

En réalité, si l'opinion publique, métropolitaine et internationale, fut alertée, c'est qu'on craignait les révélations que pouvaient faire les cinq hommes capturés.

Effectivement, les déclarations qu'ils firent pendant leur bref passage dans les locaux de la S.T. d'Alger éclairaient les complicités dont jouissait la rébellion.

On eut ainsi connaissance ou confirmation :

- *Des tractations engagées avec le F.L.N. par les émissaires du parti socialiste;*
- *Des buts de la conférence qui devait se tenir à Tunis le 22 octobre 1956 : Mohammed V, Bourguiba et Ben Bella*

(1) L'arraisonnement de l'avion transportant Ben Bella a été effectué sur ordre de Max Lejeune.

Derrière les hauts murs de la Santé, cinq prisonniers ont appris leur nomination comme ministres d'État. Ils échapperont au limogeage...

de Gaulle est sur la défensive : "Tout le monde à l'étranger m'attend au tournant"

(Suite de la page 1761)

en arabe, le cheikh Kheireddine, chef de la délégation F.L.N. au Maroc. Le parti de l'Istiqlal fait savoir, quant à lui, qu'il organise, « pour saluer cette bonne nouvelle », des meetings à Casablanca (avec participation de Boussouf), Rabat, Oujda, Marrakech et Tanger.

L'entrée dans l' « ère du double jeu »

Dans la capitale égyptienne, la radio annonce, dans ses bulletins d'informations, les reconnaissances successives du G.P.R.A. par les gouvernements de divers pays arabes ou musulmans : la R.A.U. et l'Irak à 13 h 15 (par une démarche solennelle du sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires étrangères de la R.A.U., Salh Khalil, et de l'ambassadeur irakien au Caire, Faïk El-Samarai, qui ont assisté tous deux à la cérémonie organisée au siège du F.L.N.), le Pakistan à 13 h 9 (par une communication de son ambassadeur à Tunis), la Libye à 13 h 10 (par un télégramme du Premier ministre Abdelhamid Coobar), le Yémen à 18 heures, le Maroc à 23 h 59, et, le 20 septembre, à 1 heure, la Tunisie, bientôt suivie par l'Arabie Saoudite, la Jordanie et le Soudan.

La reconnaissance du G.P.R.A. par cinq pays asiatiques, la Chine (22 septembre), la Mongolie, la Corée du Nord et le Nord-Vietnam (25 septembre) et l'Indonésie (27 septembre) s'accompagne de chaleureux messages adressés par les dirigeants de ces pays au président Ferhat Abbas et à son ministre des Affaires étrangères, Lamine Debaghine. Les choses vont beaucoup moins bien, en revanche, pour le F.L.N. du côté des pays africains : le gouvernement du Togo, celui du Congo à Stanleyville (alors en lutte contre le pouvoir établi à Léopoldville) et celui de la Guinée (après la rupture, le 30 septembre, entre de Gaulle et Sékou Touré) sont en effet les seuls à suivre le mouvement amorcé par les Chinois et les Indonésiens, en dépit de l'action des représentants de Pékin et de Djakarta au sein du « groupe afro-asiatique » de l'O.N.U. et de l' « appel aux Africains » lancé, dans *El-Moudjahid* par un éditorialiste anonyme (qui est, en fait, Frantz Fanon).

Si même le Ghana de N'Krumah se montre aussi réservé que le Liban, qui diffère le geste — pourtant attendu à Tunis — de la reconnaissance du G.P.R.A., c'est que le gouvernement français contre-attaque rapidement. On soutient, à Paris, que « le prétendu G.P.R.A. ne saurait obtenir une reconnaissance juridique, car il ne s'appuie pas sur le consentement du peuple, n'est dépositaire d'aucune souveraineté, n'a aucune assiette territoriale et aucun appareil étatique et ne possède ni la volonté ni la capacité de remplir des obligations internationales. Les diplomates français soutiennent vigoureusement cette thèse lorsqu'ils protestent auprès des gouvernements étrangers « qui ont cru devoir établir des relations diplomatiques avec les rebelles algériens » (c'est le sens des démarches effectuées à Tunis, Rabat et Tripoli par les ambassadeurs Georges Gorse, Alexandre Parodi et Jean-Louis

devaient proclamer une confédération des États du Maghreb, placée sous l'autorité spirituelle du sultan, mettre au point une position commune à l'égard de la France, régler des problèmes matériels d'aide à la rébellion et introduire des Algériens dans l'une ou l'autre des délégations, marocaine ou tunisienne, à l'O.N.U.;

- *Du soutien considérable accordé par l'Égypte : argent, armes, camps...;*
- *Des contacts du F.L.N. avec les Américains. Le C.I.S.L. fournissait des fonds par l'intermédiaire de l'U.G.T.A. M. Doolittle, ancien membre de la mission Murphy à Alger en 1942-1943, devenu spécialiste des questions arabes au département d'État, devait assister à la réunion du 22 octobre. Le F.L.N. avait versé des sommes importantes au lobby américain chargé de soutenir sa propagande;*
- *Des complaisances rencontrées à l'O.N.U. : correspondance avec le secrétaire général de l'organisation, Cabot Lodge, président en exercice du Conseil de sécurité, réclamant déjà la constitution d'une commission dite « des bons offices » pour régler le problème algérien;*
- *De la possession, par les rebelles, de laissez-passer de l'O.N.U. délivrés avec l'accord de la représentation française et prélevés sur le quota accordé à la délégation française;*
- *De l'aide apportée au F.L.N. par les ambassades de Yougoslavie et de Suisse au Caire;*
- *Des facilités accordées aux rebelles par les autorités du Maroc espagnol, par le commandant Alonso, de la Segunda Bis de Nador, en particulier;*
- *Des propositions du prince héritier du Maroc, Moulay Hassan, de procurer des armes au F.L.N... moyennant finance.*

Ainsi se confirmaient, de première main, les informations sur l'aide que le F.L.N. recevait de l'étranger.

Général JACQUIN



***De gauche à droite :* Ben Bella, Khider, Lacheraf, Aït Ahmed et Boudiaf le jour où la D.S.T. les attendait sur le terrain d'aviation d'Alger.**

Paris-Match

Falaise), ou qui seraient tentés de « faire un geste inconsidéré » (c'est le sens de l'intervention de l'ambassadeur de France à Moscou, Maurice Dejean).

Dans la capitale soviétique, ce langage est entendu. Khrouchtchev est bien décidé à ménager de Gaulle, l'homme d'Etat qui vient d'ouvrir une véritable crise dans l'O.T.A.N. en réclamant, dans un mémorandum à Eisenhower, une direction tripartite anglo-franco-américaine de l'Alliance atlantique, et en laissant entendre qu'il tirerait « certaines conséquences » d'un refus du président des U.S.A. Le leader du Kremlin fait donc prodiguer par le « Comité soviétique de solidarité avec les pays d'Afrique et d'Asie » bonnes paroles, encouragements et vœux pieux au G.P.R.A., mais il n'engage pas son gouvernement. C'est en fait, des Américains plutôt que des Russes que les autorités françaises auraient lieu de se plaindre.

Officiellement, la Maison-Blanche et le département d'Etat partagent le point de vue français au sujet du G.P.R.A., mais officieusement, le secrétaire d'Etat aux Affaires économiques Douglas C. Dillon, qui va rendre visite à Bourguiba à Tunis, déclare en effet au Combattant suprême que les Etats-Unis n'ont pas, à l'égard de Ferhat Abbas et de ses amis, une « attitude figée » et que « l'avenir est ouvert ». Des propos du même genre sont tenus au Caire par l'ambassadeur des U.S.A. Raymond Hare, qui reçoit M'hamed Yazid et Ahmed Francis. A Washington, l'ambassadeur de France, Hervé Alphand, écrit, en conclusion d'un rapport sur l'affaire algérienne et le contexte international : « Nous entrons dans l'ère du double jeu. »

« Je traiterai avec le F.L.N. à mes conditions »

Double jeu à Londres, où le porte-parole d'un Foreign Office traditionnellement rival du Quai d'Orsay dans le monde arabe déclare : « Nous refusons, pour le moment, de reconnaître le G.P.R.A., mais nous nous gardons de toute réaction précipitée. » Double jeu à Bonn, où le chancelier Adenauer fait dire qu'il considère le G.P.R.A. comme un « pouvoir illégal », mais laisse son envoyé spécial en Allemagne de l'Ouest, Aït Ahcène, tenir, au siège du parti social-démocrate, le 27 septembre, une conférence de presse retentissante et établir (avec ses adjoints Malek Dekhlaoui, Salah Mahbrubi et Mouloud Kassem) une importante représentation.

Double jeu encore à Rome, où les autorités gouvernementales, en principe « totalement solidaires des positions françaises », ferment les yeux lorsque l'habile responsable du F.L.N., Taïeb Boulharouf, *alias* Pablo, installe, à l'ambassade de Tunisie, à Rome, une « mission algérienne » analogue à celle d'Aït Ahcène à Bonn. La vérité est que tous les alliés « atlantiques » de la France se disent que de Gaulle et la résistance algérienne peuvent s'entendre un jour, que l'hypothèse d'une Algérie indépendante n'est nullement à exclure et que, dans ces conditions, il est opportun de se préparer d'ores et déjà à cette éventualité en nouant ou en développant même avec le F.L.N. des contacts discrets.

De Gaulle est conscient de ces réactions et de ces spéculations. Il dit en confidence, à Edmond Michelet : « La bataille diplomatique et politique que je dois engager maintenant est difficile. Tout le monde, à l'étranger, m'attend au tournant. On pense que je vais traiter avec le F.L.N. Je traiterai, en effet, mais ce sera à mes conditions. » H

Albert Paul LENTIN

INFILTR

◀ La tournée du gendarme « qui connaît tous ceux de son secteur par leur nom ». Quelques informateurs vivent dans la peur d'être découverts. Pourtant, ceux du F.L.N., tout le monde les connaît. Il est presque impossible de n'y être pour personne, de se tenir à l'écart ou d'esquiver certaines sollicitations.

Archives Gendarmerie Nationale

EN 1954, les autorités françaises avaient considéré l'insurrection algérienne comme une simple révolte localisée dans les grandes villes avec quelques points chauds dans le bled. Pour la briser rapidement, il suffisait donc d'arrêter quelques leaders nationalistes connus et de frapper brutalement dans les points chauds comme El-Halia, Aïn-Mahra, etc. Les leçons et les avertissements du soulèvement de 1945 avaient été oubliés...

Il était admis, une fois pour toutes, que les populations rurales ne bougeraient pas et que l'autorité de l'administration française était incontestée. Pour le maintien de l'ordre, les communes mixtes disposaient de quatre ou cinq gendarmes ; certains villages en comptaient deux, les douars aucun. Ce devait être suffisant pour faire respecter l'administration française et mettre hors d'état de nuire d'éventuels « agitateurs » venant troubler la paix des campagnes. Toujours est-il que, pendant plusieurs mois, les effectifs de la gendarmerie n'avaient pas été renforcés et qu'aucun dispositif policier sérieux ne fut mis en place.

Simples bergers et commerçants aisés

Le manque de moyens de l'autorité française allait nous permettre de circuler sans entraves dans les villages et les douars et d'y implanter sans trop de difficulté notre organisation politique et administrative. Néanmoins, bien que peu nombreux, les gendarmes et les policiers n'étaient pas inactifs et s'intéressaient de près à nos activités clandestines. Depuis longtemps leurs agents de renseignements vivant dans les douars étaient chargés, moyennant récompense, de rapporter ce qu'ils voyaient et entendaient autour d'eux. Les plus habiles réussiront à s'infiltrer dans nos rangs et parfois il faudra plusieurs années pour les démasquer.

Au début, ces informateurs au service de l'administration française ne pouvaient fournir que des renseignements assez vagues. Ceci explique peut-être la relative passivité des autorités à notre égard. Nous étions, il est vrai, peu nombreux, très mobiles, en constants déplacements. En outre, notre vigilance ne pouvait être mise en échec. Nos contacts n'étaient pris qu'avec des gens sûrs, à qui nous savions pouvoir faire confiance, nous ne circulions que la nuit et, le jour, nous restions cachés hors des douars.

La population n'apprenait notre passage que deux ou trois jours après notre départ. Même nos représentants dans les villages ignoraient notre destination, la date de notre prochaine visite, les noms

Flament



Grâce au talkie-walkie, le chef de patrouille est en communication permanente avec l'avion de reconnaissance et sa base. Mais découvrir des « mouvements suspects » est finalement affaire de chance. Quant à détecter l'infiltration d'un maquis... ▶

S DANS LE MAQUIS F.L.N.



de Geyer

Le *Piper-Cub*, c'est le « mouchard » qui tourne au-dessus de la plaine ou du djebel. Interminablement. Pour les maquisards les mieux camouflés, le sentiment obsédant d'être repérés, surveillés dans leurs moindres gestes.

de nos contacts dans les autres douars ou mechtas. Cette discipline, ce cloisonnement rigoureux étaient dictés par la psychologie de nos compatriotes traditionnellement peu familiarisés avec les règles de la clandestinité. Et aussi par la présence d'informateurs que nous ne connaissions pas. Mais, parallèlement à notre organisation politique, administrative et militaire, nous installions également un service de renseignements qui avait ses yeux et ses oreilles jusqu'au sein de l'administration française. Il porta ses premiers fruits en nous révélant l'identité de certains indicateurs que nous ne soupçonnions pas.

Parmi les agents de renseignements des services français, il y avait aussi bien de simples bergers que des cultivateurs ou des commerçants aisés. Bon nombre d'entre eux furent démasqués avec la plus grande facilité. Avec le recul du temps, nous nous sommes d'ailleurs demandé si certains n'avaient pas été délibérément sacrifiés par leurs employeurs pour en couvrir d'autres plus intelligents, plus efficaces et surtout mieux placés...

Dans le douar Tayalmame, près du village d'El-Anser, dépendant de la commune mixte d'El-Milia, vivait Si Ahcène. Après de bonnes études à l'université islamique tunisienne d'Az-Zitouna, il était rentré chez lui en 1954 et s'occupait des terres et des oliviers de sa famille. Quand les premiers émissaires de la révolution se présentèrent au douar Tayalmame, il avait été un des premiers à répondre présent à leur appel. Toutes ses paroles révélaient un nationaliste convaincu.

La trahison de Si Ahcène

Quand les premières assemblées de douars furent formées, Si Ahcène figurait tout naturellement sur la liste proposée aux suffrages. La confiance qu'il inspirait était si grande qu'on lui confia les renseignements et les liaisons pour le douar Tayalmame. Et cette confiance semblait justifiée par les informations de portée minime mais toujours exactes qu'il nous transmettait. Son service de liaisons était très bien organisé et, en outre, il se montrait tout à la fois discret et modeste. On le vit même refuser toute promotion en déclarant qu'il se sentait plus utile à son poste que partout ailleurs. Jusqu'en octobre 1958, nul n'aurait osé émettre la moindre réserve à son sujet.

Or, le 28 octobre, une importante réunion avait été convoquée au douar Beni-Ftah, nahia d'El-Milia. Tous les responsables aux échelons mintaka, nahia et kasma devaient y assister et l'état-major de la wilaya 2 serait présent. La nahia d'El-Milia est coupée en deux par l'oued el-Kébir. Sur la rive droite, les douars Beni-Merlem et Beni-Ferguènes. Sur la rive gauche, les douars

La Casbah « off limits » : bouclages, coups montés et descentes de police



◀ **Des rues étroites qui montent, qui montent..., avec tout un monde qui grouille et regarde l'étranger comme un intrus. Des maisons borgnes qui sont des refuges pour les uns et des pièges pour les autres.**

Dantreb

■ *La Casbah d'Alger, c'est pittoresque comme tout pasqu'en pluss du pittoresque classique de toutes les autes casbahs du monde arabe, les rues, là, rien qu'elles montent, elles montent ou elles descendent, elles descendent, ça dépend comme vous les prenez.*

Moi, comme j'les prenais jamais (après je vous dirai pourquoi), comme j'les prenais jamais, bien sûr, rien qu'elles montaient, elles montaient, puisque de la rue Bab-Azoun d'où je les voyais, la rue Bab-Azoun elle était plus basse que les rues de la Casbah, vous me suivez ?

Donc, elles montaient, elles montaient, et moi, pourquoi j'allais descendre du tram puisque la Casbah elle était off limits*?*

C'est vrai, à cette époque, j'étais à l'âge où la libido elle commençait à me travailler sec, et des M.P. balèzes comme tout et américains (la Military Police *des troupes alliées du débarquement en 1942) y faisaient le cordon sanitaire autour de la Casbah, qui c'est qui rentre à part les patrouilles ?*

*C'est ça, l'*off limits.

Que même pour bien leur faire comprendre le rapprochement qu'on voulait faire, on leur disait : « How do youyou do? *», aouah ! un mur y vous répondait !*

Après le débarquement américain et le rembarquement d'après, comme bien sûr j'avais plus l'alibi de la libido, la Casbah, hein, ça m'en touchait une sans remuer l'aute !

J'avais d'autes débouchés, quoi ! D'autes chats à fouetter, ou à souhaiter, c'est ça les subtilités de la langue !

Enfin, bon, bref, le temps y passe, je passe le temps et juste quand l'idée elle me vient d'aller dans la Casbah (que c'est bête, c'est vrai, d'habiter tout près et de pas connaître) eh ben, paf ! la bataille d'Alger !

Toute la Casbah, des kilomètres de fil barbelé autour, vous passez pas si vous avez pas le coupe-fil !

Et encore à travers des chicanes !

– Alors, comme ça, la Casbah, elle est bouclée ?

– Et alors, ça vous défrise ?

Oilà pourquoi, oilà comment, encore aujourd'hui je vous parle, la Casbah d'Alger je l'ai vue rien que dans le film Pépé le Moko, *que les décors on les a tous montés à Joinville-le-Pont, demandez à Marcel Carné, vous verrez.*

Ça n'empêche pas que les rues, dans la Casbah, les trois quarts elles sont en escalier et étroites comme tout.

Tellement étroites que c'est pour ça que vous en menez pas large.

Les coupe-gorge et les coupe-jarrets qu'y a, purée !

C'est plein de bordels, y a des maquereaux, les maquereaux y z'attirent la police comme des mouches, qu'est-ce vous voulez de pluss pour faire des bons faits divers ?

Couffins rebondis et belles Aïcha

Si les rues de la Casbah elles sont tellement étroites, c'est qu'au départ elles ont été construites pour que le soleil y soit trop à l'étroit pour pouvoir rentrer dans les maisons.

Le soleil, chez nous, on en a tellement par-dessus la tête que c'est logique qu'on en prenne ombrage, vous comprenez ?

Bon, vous rentrez dans la Casbah, vous prenez la rue Kataroudjil, la rue du Lion ou une aute, vous êtes libre, les maisons mauresques, elles sont de deux sortes.

Ou bien c'est la maison mauresque pauvre, bâtie de toutes pièces, toutes pareilles, toutes petites, toutes moches, pluss des pièces à conviction que des pièces de collection, ou bien c'est la maison mauresque riche.

Alors là, c'est simple ! Vous sortez du salon mauresque, des tentures, des tapis, des aiguières, des narguilés, des coussins rebondis, des belles Aïcha, pour entrer dans la mosaïque bleue de la cour intérieure où la fontaine elle se plaint dans la vasque de cette chaleur qu'y fait, parole, elle est en nage.

Et quand vous êtes fatigué de vous promener tranquillement, vous allez vous allonger un peu dans la chambre à coucher des Mille et Une Nuits. Allez Aïcha, tu viens ?

A part ça, dans toutes ces rues qui montent et qui descendent, qu'est-ce qu'y a dû avoir comme « Un monsieur monte ! » et comme types descendus ! Comme coups montés et comme descentes de police !

Je sais, vous auriez voulu saoir, mais c'est ma faute, moi, si le général Massu y voulait rien saoir ?

Roland BACRI

Sur une plage dans la région de Djidjelli, trois jeunes Kabyles en quête de bois mort... Les femmes circulent, travaillent, en apparence indifférentes à ce qui les entoure. Mais, avec les enfants, elles ont des facultés d'observation très aiguisées. Tout ce qui sort de l'habituel et modifie le cadre familier, comme tout comportement un peu étrange est aussitôt enregistré, commenté, analysé et communiqué à un responsable de douar de l'organisation du Front de libération nationale. Après avoir longtemps hésité, on accueille mieux les racontars des femmes. ▶



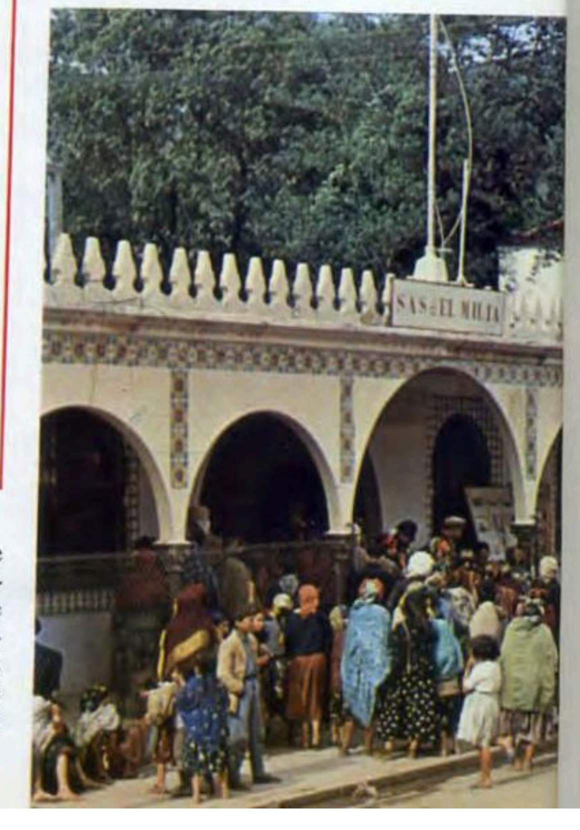
Tayalmame, El-Djenah et Oum-Agrioum. Ainsi les responsables des mintakas 2, 3 et 4 devaient obligatoirement traverser l'oued pour rejoindre le lieu de la réunion.

Il était dans les attributions de Si Ahcène d'assurer la jonction entre les responsables qui arrivaient et le P.C. de la wilaya. Et, une fois de plus, il s'acquitte parfaitement de sa tâche. Mais, le 26 au soir, des renseignements inquiétants nous parviennent. D'importants effectifs français sont rassemblés dans les régions de Collo et de Grarem, deux

trois ans dans nos ran

centres reliés par la route à El-Milia et à Mila. C'est l'annonce d'une opération de ratissage imminente dans ces régions. Mais le but réel peut fort bien être les douars Beni-Ftah et Beni-Aïcha.

En tout état de cause, nous décidons de changer le lieu et la date de la réunion prévue. Cette décision est tenue secrète. Seuls les membres du comité de secteur sont informés de la modification et doivent acheminer les derniers arrivants vers le nouveau rendez-vous. Par



Marguerite Sy

vant d'être démasqué

ses fonctions, Si Ahcène ignore le changement intervenu et continue d'assurer les autres liaisons en se dépensant beaucoup.

Le 28 octobre, dès 8 heures, le plus grand nombre d'avions jamais vu dans le ciel de la wilaya commence le bombardement. Au cours de la nuit, les troupes à terre ont fait mouvement et bouclent les douars Beni-Ftah, Beni-Aïcha, Beni-Khettab, Tayalmame, Oum-Agrioum, Ouled-Ali. C'est le plus grand déploiement de forces françaises que nous voyons depuis le début de la révolution. Et c'est aussi la première fois que les véhicules militaires s'enfoncent aussi profondément dans la région. Le génie participe à l'opération et remet les routes en état. Mais l'importance des moyens employés est justifiée par l'importance de l'objectif.

L'enjeu de l'opération n'est rien de moins que la capture ou la mise hors de combat de l'ensemble des responsables de la wilaya 2, de son chef, qui était alors Si Ali Kafi, aux chefs de kasma. Fort heureusement, le téléphone arabe a très bien fonctionné et nos éléments ont eu le temps de se replier. Même les responsables de la mintaka 3, qui étaient en route, ont pu faire demi-tour et retraverser l'oued el-Kébir.

La grande opération qui devait amener la complète destruction de la wilaya 2 se terminait par un fiasco complet. Au cours de quelques accrochages, des éléments de l'A.L.N. avaient eu six tués, dont Si Denadji, responsable militaire du secteur. Les troupes françaises n'avaient pu faire de prisonniers parmi nos responsables, ni saisir de documents. Mais l'alerte avait été chaude. A aucun moment nous n'avions imaginé la trahison de Si Ahcène... qui continuait son travail de renseignements et de liaisons.

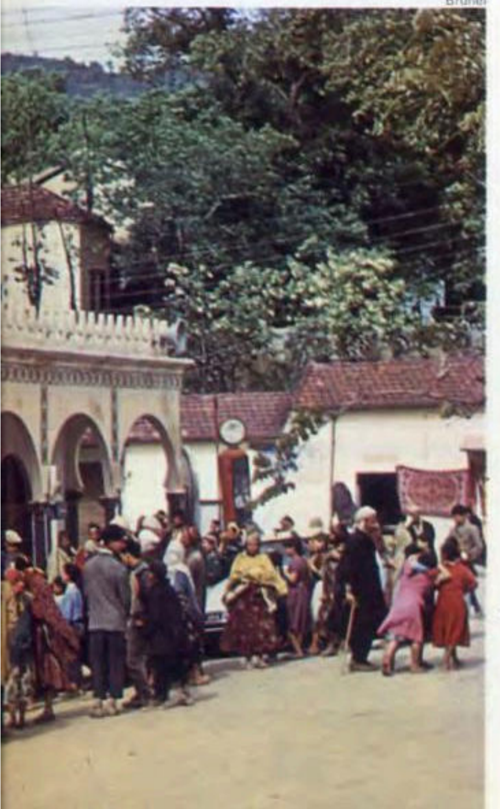
Deux mois plus tard, en décembre 1958, au cours d'une réunion au comité de secteur tenue au douar Tayalmame, fut décidée une attaque du petit aérodrome d'El-Milia par une équipe d'importance réduite. Les détails de l'opération, le jour et l'heure, avaient fait l'objet d'une étude sérieuse. Or nos *djounoud* étaient attendus et, par miracle, ils réussirent à se replier sous un feu extrêmement nourri. Mais, bien que les circonstances de cet échec nous eussent semblé bizarres, nous ne soupçonnions toujours pas que Si Ahcène pouvait en être la cause.

Puis, un jour, nous vîmes arriver deux compatriotes mobilisés dans l'armée française qui rejoignaient nos rangs avec leurs armes. Ils erraient dans la campagne à notre recherche et un jeune berger les avait conduits au *meshoul* de la mechta Bourbaa. Après les avoir nourris et interrogés, celui-ci en référa au P.C. du secteur qui demanda qu'ils lui fussent amenés. Ils y croisèrent Si Ahcène. Après un nouvel interrogatoire, l'un d'eux demanda à voir seul le chef de la kasma, qui était alors Si Amar Ben Kdram, pour une communication importante.

C'est alors que ce rallié confia qu'à plusieurs reprises il avait vu Si Ahcène entrer de nuit au poste d'El-Anser, où il était attendu. Immédiatement reçu par le commandant du poste, Si Ahcène avait un long entretien avec le commandant du poste qui, ensuite, l'accompagnait jusqu'à la sortie. Cette information provoqua l'émotion que l'on imagine. Arrêté sur-le-champ, Si Ahcène ne fit aucune difficulté pour reconnaître que pendant près de trois ans il avait régulièrement transmis tous les renseignements dont il disposait à l'autorité militaire française, dont il était l'agent appointé. Il eut, bien entendu, le sort que l'on réserve aux traîtres.

La trahison de Si Ahcène, découverte par hasard, grâce seulement à un déser- ▶

Brunel



◀ El-Milia, le siège du bureau S.A.S. A quelques kilomètres de là vivait Si Ahcène, un des hommes de confiance du douar Tayalmame. Ce nationaliste convaincu renseignait le chef de poste d'El-Anser. Il sera découvert grâce aux révélations de deux hommes ralliés au maquis.

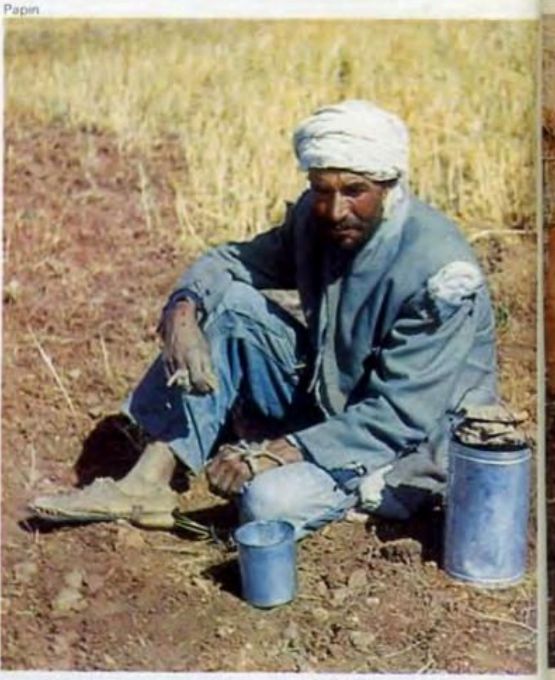
Un homme seul gardant quelques moutons. De toute façon, un suspect pour les combattants de l'A.L.N. comme pour ceux de l'armée française, ou pour les uns et les autres. Rien ne peut échapper à son regard à des kilomètres à la ronde. Il serait très surprenant qu'il ne confiât point ses observations à quelqu'un. Mais à qui ?

Sur les pistes, quelques silhouettes bizarres, hérissées de branchages. Des femmes rentrant au village après la corvée de bois. Après avoir sans doute transmis à des émissaires du F.L.N. un courrier, des vivres, voire des armes et des munitions. On s'en méfie moins que des hommes errant dans le paysage. Et elles assument leurs tâches sans murmurer.

rezenec

derrière un chêne-liège, un homme parlait dans une "petite boîte" avec un avion

Papin



Le moissonneur : un rendement très faible et de longs moments consacrés à la méditation sur la vie et la mort.

ɛur que nous n'attendions pas, allait ous conduire à un renforcement des ɪesures de sécurité. Mais, dans le même ɛmps, les services de renseignements ɾançais s'étaient adaptés aux circons- ınces et faisaient preuve d'une redou- ıble ingéniosité. Tout au long de cette ınnée 1958, ils nous portèrent des coups ès durs.

Ghanem Maamar, un infiltré de génie

Lieutenant de « bérets rouges » dans armée française, Ghanem Maamar était ffecté au P.C. de la région de Constan- ne. Dès mars 1958, peu après son rivée à ce poste, il chercha à entrer en ɔntact avec notre organisation de la lle.

Les meilleures occasions lui furent ɔurnies sous le couvert de l'interroga- ɔire des suspects arrêtés au cours des fles. Dans la « conversation », menée, en entendu, en arabe, il ne manquait mais de glisser des propos indiquant ɔn désir d'être utile à la cause algé- rienne. Puis, très souvent, les interrogés étaient relâchés rapidement.

Quelque temps après, Ghanem fut contacté par l'organisation de la ville qui était tenue au courant de ses paroles et de ses gestes. Certes, l'homme chargé de sonder ses intentions n'était pas un haut responsable. Mais il n'en représentait pas moins un maillon de la chaîne. Or Ghanem apparut très vite comme un précieux informateur dont les renseignements étaient sûrs et toujours exploitables pour notre sécurité : avertissement de certaines opérations de ratissage, d'« avis de recherches » concernant les nôtres, de révélations faites par des prisonniers, etc. Mais il insistait beaucoup pour rejoindre un maquis et les rangs de l'A.L.N. Sans succès, car nous lui représentions qu'il était plus utile à la révolution algérienne en se maintenant à son poste.

En juin 1958, le lieutenant Ghanem allait pourtant nous forcer la main en faisant évader deux responsables qui venaient d'être arrêtés. L'organisation de Constantine, le jugeant directement menacé, lui donna alors les moyens d'entrer au maquis et au P.C. de la wilaya. Il devait y donner toute la mesure de son habileté et de son intelligence.

Quelques mois suffirent au nouveau « rallié » pour superposer à notre organisation de wilaya une autre organisation qui en était la réplique exacte avec ses comités et sa hiérarchie. Après avoir

Marchadier

Bellot



Le charron : un assemblage approximatif pour une charrue qui ne s'écarte pas du modèle fabriqué il y a dessiècles.

recruté lui-même parmi les civils, il créa également son propre service de liaison... qui transmettait les renseignements à Constantine et lui rapportait ordres et directives.

Ghanem, dit aussi Si Maamar, proposa alors de donner aux *djounoud* une instruction militaire renforcée. L'état-major de la wilaya donna son accord et il devint naturellement le seul instructeur. Avec le grade de lieutenant de l'A.L.N., qui le plaçait à égalité avec les membres d'un comité de mintaka. Pendant quatre mois, il dispensa son enseignement militaire et veilla à l'entraînement des sections et de leurs chefs, puis des responsables de kasma. Cette activité le mettait évidemment au courant des moindres détails de notre organisation militaire et lui ouvrait de nouveaux horizons pour étendre son propre dispositif.

Le P.C. de la wilaya semblait subjugué par cet homme. Aussi, quand il émit l'idée d'une formation militaire complète pour les responsables de tout grade, nul n'y vit un piège visant à anéantir en une fois l'ensemble des chefs militaires et civils de notre wilaya. Aussitôt, tous les responsables des mintakas furent convoqués au P.C. pour réaliser ce projet. Mais une fois de plus, le hasard fit bien les choses en écartant le danger au moment précis où il devenait le plus grave.

Le destin prit les traits d'une de ces vieilles femmes des douars que l'on rencontre sur les routes, vêtues de robes de couleurs vives, en apparence indifférentes à tout ce qui se passe. Ce jour-là, l'une d'elles regagnait sa maison en portant sur la tête le fagot de bois qu'elle venait de glaner dans la forêt. Dans le ciel, un petit avion de reconnaissance décrivait des cercles. Brusquement, elle eut le sentiment d'une menace et, quittant la route, se mit à l'abri sous le couvert. Puis elle poursuivit son chemin à travers la forêt car l'avion continuait à tourner.

En jouant sur l'orgueil et la cupidité

C'est alors qu'elle aperçut un homme appuyé à un chêne-liège qui « parlait dans une petite boîte ». Celui-ci ne l'avait ni vue ni entendue. Mais elle avait reconnu Si Maamar... Rentrée chez elle assez troublée par cette rencontre, la vieille femme décida d'en faire part à un responsable de notre organisation. Mais à qui ? Elle n'en connaissait qu'un qui pût l'écouter et ne l'accuserait pas de radotage : Si Ahmed Laabani, très populaire dans la région. C'est donc à lui qu'elle irait se confier. Son choix était heureux, car nous apprendrons par la suite que tout le comité de *majliss* et les responsables de mechtas du douar Zitouna auquel elle appartenait étaient contrôlés par l'organisation de Si Maamar.

Si Ahmed Laabani prit les révélations de la vieille femme très au sérieux. Elles n'étaient pas suffisantes toutefois pour démasquer un personnage qui avait

Pochard

▲ Dégagement d'une D.Z. sur une piste au nord-est de Dokna, près de Philippeville, au troisième jour de l'opération « Jade ». Quelques heures de travail, au plus.

le lieutenant Si Maamar avait pris le contrôle de la moitié de la wilaya 2

acquis une influence considérable dans la wilaya. Une surveillance discrète des faits et gestes de celui qui n'était encore qu'un suspect fut établie. Et quelques jours plus tard il était pris sur le fait, en communication par talkie-walkie avec un *Piper-Cub*. La mission du lieutenant Ghanem Maamar venait de prendre fin.

Avant d'être condamné à mort et exécuté, il se montra beau joueur et nous donna des renseignements détaillés sur l'organisation qu'il avait mise sur pied. A juste titre, il en éprouvait, d'ailleurs, une certaine fierté. Près de la moitié de la wilaya était contaminée. Les régions les plus touchées étaient celles de Mila-Grarem et son réseau s'étendait jusqu'à Constantine. Même de vieux militants, des combattants de la première heure, avaient été pris dans ses filets. Les raisons de son succès ? Un don de persuasion hors du commun, sans nul doute, mais aussi une habileté consommée dans l'art de jouer sur l'orgueil de ceux qui aspiraient à un rôle ou à des grades et sur la cupidité des autres.

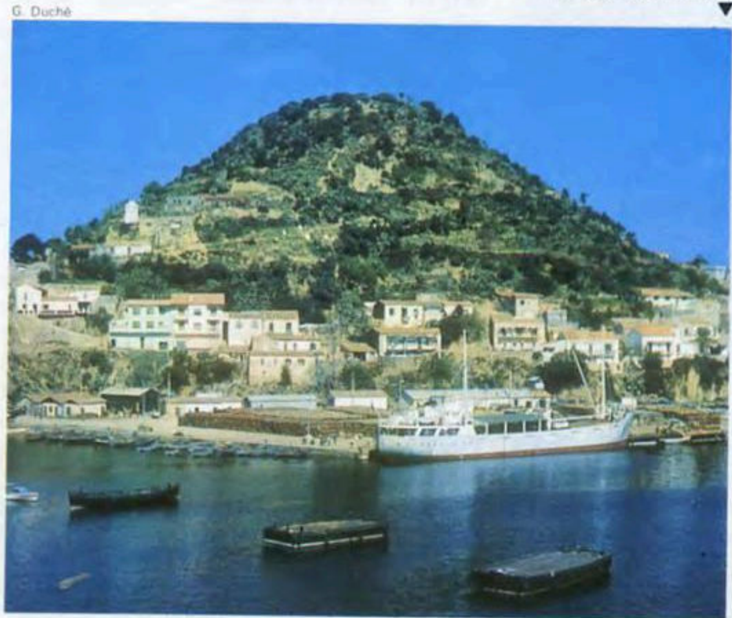
Jamais peut-être notre wilaya 2 n'avait été plus près de sa perte. Ghanem avait exécuté méthodiquement son plan. Il allait le mener à son terme, l'anéantissement de tout l'état-major. La date prévue figurait dans son programme ; elle était proche. L'appareil que nous eûmes à démanteler était en place, prêt à prendre les commandes pour le compte de l'administration française après l'élimination de nos meilleurs cadres.

Certes, la révolution algérienne n'était pas à la merci de l'écrasement d'une wilaya, comme la suite des événements le prouvera. Mais le coup aurait été très dur si une vieille femme à l'œil vif n'était pas allée, ce jour-là, ramasser du bois mort dans un coin de forêt. H

Si ABDALLAH

Le port de Collo, inclus dans la wilaya 2. Un centre de rassemblement des unités françaises avant les opérations de ratissage en direction de Mila et d'El-Milia. ▼

G. Duché





Coll. Rafa

RAFA, GÉNÉRAL FRANÇAIS



Coll. Rafa

En haut à gauche : le lieutenant Ahmed Rafa _(debout à droite)_ en France sur le front de l'Est en 1940. _Ci-dessus :_ le général de brigade Rafa en 1961, ancien commandant du 7ᵉ R.T.A. L'action plus que le bureau.

Le général Rafa est né en 1906 à Mouzaïaville, dans une modeste famille d'agriculteurs. Son père, Rafa Rabah, descendait cependant d'une famille maraboutique originaire d'Arabie. Dans les Soumatha, près d'El-Affroun, l'un de ses aïeux repose sous un mausolée, lieu de pèlerinage pour les fidèles de la région.

A dix ans, Rafa Ahmed est envoyé à Alger auprès de sa grand-mère qui habite le quartier de la Marine. Il fait ses études à l'école de la rue des Consuls au milieu des enfants du quartier : musulmans, juifs, pieds-noirs de souche métropolitaine, italienne, espagnole ou maltaise.

Des problèmes raciaux ? « Honnêtement, dit-il, je n'en ai pas le souvenir. Comme tous les gosses, bien sûr, des bagarres nous opposaient. J'en sortais parfois vainqueur, d'autres fois avec l'œil poché. »

Comme tous les jeunes Algérois, le sport l'attire : boxe d'abord, puis cyclisme, au Gallia Sport d'Alger. « Au contact de champions confirmés, dit-il, je me voyais un bel avenir sportif. »

Après des études élémentaires et secondaires studieuses, Rafa tente divers métiers. Mais c'est celui des armes qui le séduit et il s'engage, le 19 janvier 1926, à Maison-Carrée, au 5ᵉ R.T.A.

Six mois plus tard, il est nommé caporal, promotion exceptionnelle car on était rarement nommé caporal avant quatre ans, terme du premier contrat (à la légion, la tradition, alors, exigeait cinq ans).

A l'image de son caractère, la carrière de Rafa sera toute droite : sergent-fourrier, sergent-major, adjudant... Ses qualités éclatent sous une modestie dont il ne se départira jamais. On le nomme sous-lieutenant le 25 septembre 1937.

Il est affecté, à Metz, au 13ᵉ R.T.A., le régiment des « hirondelles de la mort ».

Son séjour métropolitain terminé, Rafa, devant la montée des périls, refuse d'être rapatrié sur l'Algérie. « J'aurais eu, dit-il, le sentiment de déserter en abandonnant mes tirailleurs, mes camarades et mon capitaine, le capitaine Lardin, un grand monsieur ! »

Après plusieurs opérations sur le front de l'est, Rafa est promu lieutenant à titre exceptionnel. Puis, en juin 1940, c'est la débâcle et la captivité.

Dans les camps où il passe, les Allemands exercent une active propagande sur les musulmans, les incitant à s'engager dans la Wehrmacht. Rafa veille. Son influence est grande et ses tirailleurs restent fidèles à la France. Une « commission Scapini » lui offre de prendre la tête d'unités constituées par d'anciens P.G. musulmans pour combattre sur le front de l'Est.

« Je préfère sortir des barbelés par mes propres moyens, répond Rafa, l'uniforme que je porte me colle à la peau, je n'en porterai pas d'autre. »

Au cours d'un transfert, il s'évade et rejoint la Résistance dans la région d'Orléans sous le nom de Cherifi Kaddour. Avec les maquisards et les Américains, il participe à la libération d'Orléans. Il rejoint la Iʳᵉ armée française.

C'est le front d'Alsace avec le 7ᵉ R.T.A. Ce régiment, sévèrement éprouvé, devra être renvoyé en Algérie pour recomplètement. Il reviendra en occupation à Trèves et à Coblence où, pendant cinq ans, Rafa commandera la 2ᵉ compagnie.

Ceux qui l'approchèrent alors n'évoquent pas sans gratitude l'officier dont l'autorité sur les tirailleurs relevait de la légende et le camarade toujours disposé à donner aux jeunes officiers, parfois déroutés par le caractère particulier de la troupe nord-africaine, les conseils de son expérience.

Chef de bataillon le 1ᵉʳ janvier 1953, Rafa retourne à Blida. Il prend le commandement du 1ᵉʳ bataillon du 1ᵉʳ R.T.A., qu'il conduit pendant trente mois en Kabylie, dans l'Aurès, les Nemencha, le Nord constantinois, à Maillot, à Champlain. Partout, son bataillon obtient des résultats exceptionnels : dans l'Aurès, au cours des opérations « Violette » et « Véronique », il récupère plusieurs centaines d'armes ; dans la région de Sidi-Fadil il détruit complètement une bande rebelle et ses tirailleurs neutralisent une organisation terroriste importante...

En octobre 1957, Rafa retrouve, en Allemagne, le 13ᵉ R.T.A. où les tirailleurs sont soumis à une redoutable pression exercée par des émissaires du F.L.N. Rafa s'y oppose, non sans succès.

Au courant de sa réputation, le général Challe le fait affecter, le 1ᵉʳ janvier 1959, à son état-major où il doit s'occuper des problèmes relatifs aux personnels nord-africains. En fait, Rafa fera partie de l'équipe du B.E.L., où sa connaissance des choses et des gens du pays, son expérience de la guérilla, en font un auxiliaire précieux. Épris d'action, il est plus souvent sur le terrain que dans son bureau.

En décembre 1960, le colonel Rafa prend, à Barika, le commandement du 7ᵉ R.T.A. En un an, 300 rebelles tués, 124 armes de guerre récupérées dont 4 armes automatiques.

Le 1ᵉʳ octobre 1961, Rafa est nommé général.

Le gouvernement pense que le général Rafa ferait un excellent commandant de la force locale où, pour maintenir l'ordre au moment de l'indépendance, fusionneraient courtoisement anciens serviteurs de la France et ex-rebelles. Une illusion !

Rafa refuse. Comme il l'a dit jadis aux Allemands, « l'uniforme français lui colle à la peau ».

Puis c'est Paris, l'inspection de l'infanterie et, en 1964, la retraite à Phalsbourg, pays de sa femme, une bonne Lorraine.

Rafa est resté le Français qu'il a toujours voulu être, dans l'honneur et la fidélité.

Général JACQUIN

L'uniforme français lui colle à la peau. Il ne le quittera qu'après sa retraite, en 1964. A Phalsbourg, en Lorraine.



Coll. Rafa

LES DI



Coll. Jacquin

◀ **Half-tracks, jeeps et G.M.C. : le 152e d'infanterie en opération sur le plateau aride de l'ancienne Numidi (Est constantinois). Il intervient en liaison avec les paras et la légion contre les unités de l'A.L.N. infiltrées**



Coll. Jacquin

◀ **En mission de surveillance et d'interception en un poi de passage vers l'ouest des katibas qui réussissent, n sans pertes, à franchir le barrage de la frontière de Tunisie. La longue attente peut devenir embuscade...**

Les « diables rouges », c'est le 152e régiment d'infanterie, l'ancien régiment de Gérardmer et de Colmar, décoré de la fourragère aux couleurs de la Légion d'honneur.

Le 14 juin 1955, le 152e débarque à Alger. De juillet à octobre, c'est la Kabylie.

En octobre 1956, le 15-2 fait mouvement sur l'Est constantinois et s'installe à Sedrata, au carrefour des routes conduisant d'Aïn-Beïda à Souk-Ahras et à Guelma, sur un plateau non loin de l'ancienne Tipasa de Numidie.

En 1956, le rappel des disponibles double les effectifs. Le régiment forme alors deux bataillons. L'un constitue un état-major tactique : aux côtés des paras, de la légion, il interviendra dans toutes les opérations qui se dérouleront face à la Tunisie et dont le succès, à partir de 1958, entraînera l'asphyxie de la rébellion intérieure. L'autre bataillon est dit de « quadrillage ». C'est lui qui tient le sous-secteur de Sedrata.

La 7e compagnie du 15-2 est commandée par le lieutenant Chevallier; elle occupe le sous-quartier de la ferme Lavest. Ce sous-quartier comprend les douars Keberit, Moulhadem, et Terraguelt : 8 000 habitants environ répartis sur 170 km² — 50 par km². C'est une région assez peuplée ; ressources : céréales, élevage.

Je suis adjudant et je commande la première section. Le commandant de compagnie me confie aussi les fonctions d'officier de renseignement, de sorte que je peux, avec ma section, exploiter immédiatement les renseignements que j'obtiens.

Mon premier souci a été de recenser la population, de définir les principales familles, leurs ramifications, leur implantation. Ce travail me prendra trois mois car les archives de la commune mixte de Sedrata n'étaient pas très à jour. Mais travail sera extrêmement fructueux. me permettra par la suite de situer l rebelles arrêtés dans leur cadre famili tribal, et d'y découvrir leurs complic

En 1957, ma section aura vingt accr chages, généralement légers, avec d éléments rebelles. Bilan de fin d'année 11 fellaghas abattus, 2 prisonniers, membres de l'O.P.A. arrêtés, 4 pistol mitrailleurs (de marque allemande) 3 fusils de guerre récupérés ainsi q beaucoup de documents trouvés sur commissaire politique mis hors de comb le 10 novembre 1957 et qui enrichire mon fichier.

Ces résultats ne sont pas spectaculair mais ils impressionnent cependant population, car celle-ci noue avec forces de l'ordre des relations de plus plus amicales et commence à fournir renseignements.

Le 3 janvier 1958, ma section intercep dans une embuscade un petit élém rebelle : un fellagha tué, une arme ré pérée; mais surtout un prisonnier qui no donne des renseignements importants précis. Depuis plusieurs jours, une s tion rebelle armée, dotée d'une mitr leuse MG, occupe la mechta Keberit da le douar du même nom. Elle a pour m sion d'accueillir, puis de guider une kat attendue de Tunisie qui doit franchir réseau électrifié entre le 5 et le 10 janv

Une première opération montée par régiment ne donne rien; ou les rebelles s



BLES ROUGES DU 152e

Rotor de queue
Commande fixe du pas cyclique
Tête du rotor
Système de commande du pas
Commande rotative du pas
Rotor tripale (diamètre : 16,15 m)
Réducteur principal
Arbre de transmission
Passage de l'arbre-moteur
Radiateur d'huile du réducteur
Chauffage de cabine
Pilote
Copilote
Manche à balai (pas cyclique)
Contrôle de pas
Entrées d'air de refroidissem
Quille de protection
Antenne
Ventilateur
Stabilisateur
Portes d'accè au moteur
Compartiment radio
Réservoirs de carburant (sous plancher)
Cabine (maximum 10 passagers)
Réservoir d'huile
Moteur Pratt et Whitney R-1340 « Wasp », en étoile, de 600 CV
Radiateur d'huile

John Batchelor

Sikorsky S-55. Acheté aux U.S.A. et produit sous licence par la S.N.C.A.S.E., il équipe les premières escadrilles d'hélicoptères d'Algérie. Poids : 2 173 kg, vitesse : 169 km/h, rayon d'action : 700 km, 10 passagers.

très bien cachés, ou ils se sont déplacés. Le 7 janvier, vers 13 h 30, ma section, 22 hommes montés sur half-track et un G.M.C., quitte la ferme Lavest en direction du sud. Au moment où nous abordons avec prudence la mechta Keberit, nous voyons s'en échapper un groupe important de fellaghas qui s'engouffrent dans l'oued Keberit.

La poursuite s'engage aussitôt; les rebelles ouvrent le feu, nos pare-brise volent en éclats. Par chance, personne n'est atteint. Nos armes de bord ripostent, les hommes sautent à terre.

Coll. Jacquin

◄ Les barbelés du barrage à la frontière tunisienne. Les passages sont considérablement ralentis. Mais de petits groupes peuvent encore s'infiltrer.



Sedrata : présentation ► des 40 fellaghas ralliés de l'aspirant Ali Hambli. Toute la population a été rassemblée pour constater et apprécier.

Ce premier engagement ne dure que quelques secondes : 2 fellaghas tués, un fusil 303 et une MG-42 récupérés. Dans leur précipitation, les rebelles ont engagé la bande de cartouches à l'envers! C'est une chance : nous n'avons aucune perte.

Les fellaghas ont pris la mesure de notre petit détachement, ils font front; le combat se durcit.

La liaison radio avec ma compagnie ne fonctionne pas; en revanche, j'entre aisément en contact avec la tour de Bou-Kadra, qui collecte les émissions radio du sous-secteur, et je demande l'appui de l'aviation.

Cinq minutes plus tard, 2 T-6 qui patrouillaient dans les environs nous survolent.

Les aviateurs signalent qu'une partie de la bande se dirige vers l'ouest; ils ►



Jactel

◀ La récréation à l'école de Takerboust. On leur apprend à lire, écrire et compter, mais aussi des jeux et des rondes, des chansons et des comptines. Adaptation difficile, pour le maître et les enfants.

véhicules détruits, munitions insuffisantes et les renforts qui n'arrivent pas...

demandent des renforts. Ma section, déployée autour de nos véhicules, accroche l'adversaire pendant que T-6 et chasseurs-bombardiers (je compterai 25 appareils au total) se relayent pour m'appuyer.

A 15 heures, nous faisons un prisonnier; il déclare que sa katiba (150 hommes) a franchi le barrage dans la nuit du 6 au 7 janvier; elle est entièrement armée, de 4 MG ou F.M. en particulier, et transporte beaucoup de munitions. Dans un premier temps, la katiba doit atteindre Kef-el-Aks, au nord de Sedrata.

A la radio, je parviens à accrocher des unités du 26e R.I. stationnées à Mesloula : j'ai le colonel en personne. Je réclame des renforts; en attendant, je m'efforcerai de fixer l'adversaire.

A 16 heures, un renfort de ma compagnie, accompagné de l'officier S.A.S. de Lavest et d'une dizaine de ses moghazni, arrive par le nord : pris sous un feu violent, ils sont cloués au sol.

De notre côté, la fusillade est intense. Trois hommes sont blessés : les sergents Simeoni et Legrand et le soldat Cramazou. Nous réussissons à les emmener vers l'arrière à l'abri d'une petite barre rocheuse.

Nous nous battons toujours autour de nos véhicules mais nos munitions s'épuisent. Sur le terrain, nous avons récupéré 4 fusils 303 et beaucoup de munitions abandonnées par les rebelles. Nous nous en servons ainsi que de la mitrailleuse tchèque.

Nos véhicules sont à présent hors d'usage; je décide le repli de la section derrière les rochers qui abritent déjà nos blessés.

Un hélicoptère se pose à proximité pour enlever ces derniers. Il nous apporte des cartouches de 7,5 au lieu de 7,63! Pas de chance!

L'adversaire se rend compte que nous économisons nos munitions et intensifie ses tirs, puis progresse vers nous. Je demande aux aviateurs de « straffer » et de bombarder au plus près de notre position.

Un T-6 est touché : l'aviateur blessé se pose en catastrophe à Mesloula, à 10 km de là.

La lumière des lucioles

La nuit arrive, le feu diminue, l'ennemi décroche. A 19 heures, les autres sections de la compagnie me rejoignent enfin. Les aviateurs essaiment leurs « lucioles ». A 21 h 30, arrivent deux compagnies du 26e R.I., la 8e compagnie de notre régiment et l'escadron d'éclairage. A la lumière des lucioles, on ratisse les lieux du combat et les environs. Les rebelles se sont évanouis dans la nuit. Ils ont laissé sur le terrain : 19 tués, 1 mitrailleuse tchèque MG-42, 1 fusil mitrailleur anglais Vickers, 1 P.M. italien Beretta, 4 fusils anglais 303, 3 paires de cisailles à branches isolées 12 000 volts, une demi-tonne de munitions diverses, de l'habillement neuf et... 20 paires de pataugas qu'ils ont abandonnées pour mieux fuir et qui font le bonheur de mes hommes.

Nos pertes? 3 blessés, heureusement légers, un half-track et un camion hors d'usage, un T-6 atteint.

J'apprendrai, quelques jours plus tard, que les rebelles ont réussi à emmener avec eux 25 blessés.

Outre les reconnaissances de routine, ma section participe aussi, en avril 1958, aux opérations d'interception des renforts que le F.L.N. s'acharnait à expédier de Tunisie en Algérie. Mes hommes mettront 19 rebelles hors de combat et récupéreront 17 armes de guerre, dont 7 P.M.

Après l'échec de son offensive, le F.L.N. se fera plus discret dans le quartier. Il y aura des ralliés, les collectes de fonds cesseront ainsi que les méfaits. De l'aveu des prisonniers, des documents récupérés, des informations fournies par les habitants, il ne restait plus, fin 1958, que trois membres armés de l'O.P.A. Ils seront éliminés par hasard, début 1959, par une unité de passage.

En un an, ma section aura abattu 50 rebelles, récupéré l'armement correspondant et arrêté 150 membres de l'O.P.A. 45 citations à l'ordre — du régiment à l'armée — lui ont été attribuées. Parmi celles-ci, deux soldats du contingent en particulier auront obtenu chacun trois citations et la médaille militaire. H

Témoignage recueilli par le général JACQUIN

de Geyer



Opération recensement ▶ à Koléa. Une entreprise hardie et sans doute illusoire... On comprend mal les questionnaires, on s'interroge avec assez d'inquiétude sur les conséquences des réponses. La prudence suggère de dissimuler tout ce qui semble de nature à attirer des ennuis. Pour l'agent recenseur, l'essentiel : avoir des chiffres. Vrais, faux, qu'importe ! le statisticien jugera.

HISTORIA
magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur : ***Yves Courrière***
Conseiller auprès de la Direction : ***Général Beaufre***
Rédacteur en chef : ***Jean Fontugne***
Adjoints : ***Jacques Kohlmann***, ***Marie Elbe***
Chef service photo : ***François Wittmann***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***
Administration : ***Christian Clerc***
Maquettiste : ***Claude Rebélo***

Dessinateur : ***John Batchelor***
Fabrication : ***Roger Brimeur***
Secrétariat de la rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Adjoint : ***Charles Meyer***
Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Assistantes : ***Chantal de Pinsun***, ***Françoise Rose***
Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Abonnements : ***Jean-Loup Pellé***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(octobre 1958)

FRANCE

1er : conseil des ministres consacré à la lutte anti-terroriste en métropole.
3 : Roger Frey, secrétaire général de l'U.N.R.
4 : le général de Gaulle à Ajaccio, Bastia, Marseille et Lyon.
9 : instructions du général de Gaulle à Salan pour la préparation des élections en Algérie.
14 : proclamation de la République malgache, membre de la Communauté.
15 : verdict dans l' « affaire du bazooka ».
19 : arrestation de deux ecclésiastiques lyonnais en relation avec le F.L.N.
23 : conférence de presse du général de Gaulle.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : la Tunisie adhère à la Ligue arabe.
2-3 : de Gaulle en Algérie : inspection de postes militaires et discours de Constantine annonçant un plan de cinq ans.
9 : début de l'évacuation des parachutistes britanniques de Jordanie.
11 : rupture des relations diplomatiques entre la R.A.U. et la Tunisie.
14 : les militaires quittent les comités de salut public en Algérie.
20 : libération de quatre prisonniers français par le F.L.N.
25 : fin de l'évacuation des « marines » américains du Liban.
25 : rejet par le F.L.N. de l'offre de « paix des braves ».
29 : libération de 1 000 personnes internées en Algérie.

AMÉRIQUE

21 : état de siège en Bolivie après une tentative de coup d'État.
27 : Fidel Castro demande le boycottage des élections présidentielles à Cuba.

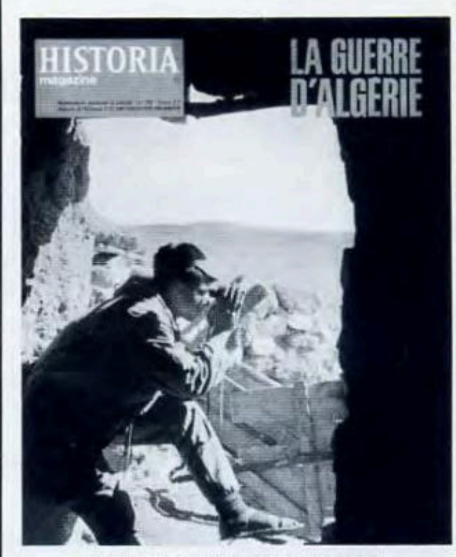
ASIE

5 : fusées américaines Nike et Vanguard débarquées à Taï-Wan.
20 : le maréchal Sarit Thanarat prend le pouvoir en Thaïlande.
22 : entretiens John Foster Dulles-Tchang Kaï Chek à Taïpeh.
25 : les derniers volontaires chinois quittent la Corée du Nord.
27 : coup d'État du général Ayoub Khan au Pakistan.

EUROPE

6 : le roi Baudouin reçoit le chancelier Adenauer.
9 : décès du pape Pie XII à Castel Gandolfo.
11 : accord italo-jordanien pour la construction d'une raffinerie de pétrole.
20 : le président Heuss d'Allemagne fédérale en visite en Grande-Bretagne.
23 : Boris Pasternak, prix Nobel.
28 : Mgr Roncalli, élu par le Conclave, prend le nom de Jean XXIII.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



L'A.L.N. MALADE DE LA BLEUITE

Sommaire

● Premier bilan

A la veille du départ du général Salan, quels sont les résultats obtenus par le général de Gaulle depuis son investiture, le 1er juin 1958 ? Comment a-t-il pu faire accepter sa nouvelle politique par la majorité des Français, malgré le succès des opérations en Algérie, le triomphal référendum et les élections législatives ?

● La bleuite

Un troisième ennemi apparaît dans les maquis : une maladie que les chefs des services de renseignements surnommèrent la « bleuite », marquée par de nombreuses liquidations physiques couvrant souvent des règlements de comptes. L'année 1958 est restée l'année la plus sanglante pour l'Armée de libération nationale.

● De Gaulle et les C.S.P.

Pourquoi le président du Conseil attaque-t-il de front les C.S.P., qui ont été à l'origine de son retour au pouvoir ? Ces comités incarnaient une des valeurs profondes de l'Algérie, celle des Européens. Jusqu'à la fin, il faudra compter avec leur volonté de défendre l'Algérie française.

● Le Noël du sergent

Près de la population, comprenant, mieux que dans les états-majors, les soucis des femmes qui étaient restées dans leur village alors que, de gré ou de force, l'époux était parti dans le maquis, nombreux furent les cadres subalternes qui menèrent une action sociale étonnante. L'exploit de l'un d'eux qui transporta en pleine nuit et en plein hiver, malgré les ordres reçus, une femme condamnée... en est un exemple.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 267 - 4 décembre 1972.

L'Écho d'Oran

LIRE EN PAGES :

L'ÉCHO DE L'ORANIE — 20 francs — L'ÉCHO DU CHELIF

VENDREDI 3 OCTOBRE 1958

Engagées vis-à-vis l'une de l'autre, dimanche dernier, par un vote historique

« LA FRANCE ET L'ALGÉRIE FERONT ENSEMBLE LEUR DESTIN » A DIT HIER LE GÉNÉRAL DE GAULLE

AUX POPULATIONS DE TIARET ET D'ORLÉANSVILLE ENTHOUSIASTES





L'ÉCHO D'ALGER

Le discours de Constantine du général de Gaulle devant une foule chaleureuse estimée à 40.000 personnes ; l'exposé des grandes étapes de l'avenir algérien

Un programme de rénovation de l'Algérie en 5 ans :

AUX ÉTATS QUI JETTENT DE L'HUILE SUR LE FEU : « Ce que la France, et la France seulement est en mesure d'accomplir, vous pouvez le faire ? Non. Alors que ne laissez-vous faire la France ? »



LE DISCOURS DU GÉNÉRAL DE GAULLE

DE GAULLE reviendrait pour 8 jours en Algérie

Le lieutenant-colonel Trinquier commandant le 3e R.C.P. et le lieutenant-colonel Vaudrey adjoint au commandant d'Alger-Sahel sont promus colonels



L'HOMMAGE DE LA MAGISTRATURE

Émouvante manifestation de sympathie à l'occasion du départ de M. RELIQUET

Les attentats en Algérie

LE TRENTENAIRE PHILIPS

KLAUS

L'Écho d'Oran

L'ÉCHO DE L'ORANIE — 20 francs — L'ÉCHO DU CHELIF

6000 U.T. chaque semaine au rendez-vous de « la Palméra »

LA « ZONE BLEUE » A PRIS UN BON DÉPART A ORAN

- Circulation nettement améliorée
- Stationnement plus facile
- Économie de temps et de carburant

LES POLICIERS ETOIENT LES DOCUMENTS COMMUNISTES SAISIS

Nommé chef d'état-major de l'Armée de l'Air

LE GÉNÉRAL JOUHAUD A FAIT HIER SES ADIEUX A ORAN ET BOU-SFER



« Il est très possible maintenant de percevoir la fin de la rébellion »







« JOURNÉE DES COMMISSAIRES » A LA TROISIÈME AUDIENCE DU PROCÈS DU « BAZOOKA »

Pourquoi construire l'usine de séparation des isotopes dans l'Ouest algérien ?

UNE ENQUÊTE DE LA JEUNE CHAMBRE ÉCONOMIQUE D'ORAN

Echo-soir

LES OBLIGATIONS LÉGALES DES PROPRIÉTAIRES

L'ÉCHO D'ALGER

LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Quelle hécatombe connaîtrait l'Algérie si nous étions assez stupides et assez lâches pour l'abandonner

D'UTILES PRÉCISIONS

Hommage éclatant rendu à l'armée d'Algérie :

Elle a accompli ce que la France attend d'elle : le plus fort est fait

- L'issue est maintenant tracée par la manifestation décisive du 28 septembre

A ce propos, nette distinction entre les 25 millions d'« hommes » d'Afrique noire et de Madagascar et les 55 millions de citoyens de la métropole d'Algérie et des départements d'Outre-mer

Précisions sur la question des « négociations »

- Le vieux procédé guerrier, lorsqu'on veut que les armes se taisent, c'est d'utiliser le drapeau blanc des parlementaires
- Si des délégués de l'organisation extérieure désignés pour venir régler avec l'autorité la fin des hostilités, voulaient venir à Paris ils n'auraient qu'à s'adresser aux ambassades de France à Rabat ou Tunis qui assureraient leur transport vers la métropole

Là, leur sécurité entière sera assurée et leur garantie la latitude de repartir



« Extra omnes... » dira le préfet des cérémonies apostoliques

Les portes du conclave seront fermées demain à 18 h. 30 et les cardinaux seront isolés du monde extérieur

Réunis, hier, en assemblée générale ordinaire

LES AGRUMICULTEURS DE L'ALGÉROIS s'inquiètent de l'adhésion prochaine de l'Espagne à l'O.E.C.E. et à l'U.E.P.

ILS DEMANDENT DES CLAUSES DE SAUVEGARDE



Lancé par l'armée américaine LE SATELLITE « PHARE » n'a pu être placé

Le mois d'octobre 1958 est marqué par les premières décisions du général de Gaulle concernant le problème algérien. Alors que le plan de Constantine est annoncé, les premiers rappels en ... du 13 Mai sont décidés. Déjà des contacts officieux sont pris, avec les représentants du G.P.R.A., confirmés par le chef du gouvernement, le 23 octobre.